

| DEP | INSEE | ANNEE | N° |
|-----|-------|-------|----|
| 60 | 500 | 2025 | 70 |

COMMUNE

EXTRAIT DU REGISTRE

LE PLESSIS BELLEVILLE

8, Place de l'Eglise

60330 LE PLESSIS BELLEVILLE

DES DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 19 NOVEMBRE 2025

Nombre de membres

En exercice : 21

Présents : 13

Votants : 19

Le 19 Novembre 2025 à 19 h 30

le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni

au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances

sous la présidence de M. SMAGUINE Dominique.

(2^{ème} convocation, le quorum n'ayant pas été atteint lors de la 1^{ère} convocation du 13.09.2025)

PRESENTS : SMAGUINE Dominique, DUVILLIER Benoît Dominique, WILLET Catherine, TRABELSI Daniel, THIMOTHE Kitty, MARTIN Philippe, BOUHOURS LOUEDEC Klervi, ROBERT Bruno, LHOMME Louisette, ESPOSITO Laetitia, TONIAL Sylvie, POUSSON Fanny, LUKUNGA Joseph

ABSENTS EXCUSES :

Madame SAUVAT Sandrine qui a donné pouvoir à Monsieur SMAGUINE Dominique

Madame BOULF qui a donné pouvoir à Monsieur TRABELSI Daniel

Monsieur GOMIS Pierre qui a donné pouvoir à Madame LHOMME Louisette

Madame MASSAU Fatima qui a donné pouvoir à Madame TONIAL Sylvie

Monsieur ADOUENI Léon qui a donné pouvoir à Madame THIMOTHE Kitty

Monsieur BOSCHARD Frédéric qui a donné pouvoir à Monsieur DUVILLIER Benoît Dominique

Madame ALEXANDRE Valérie

Madame ZITO Josette

Secrétaire de séance : Monsieur DUVILLIER Benoît Dominique

Date de convocation : 8 Novembre 2025

Date d'affichage : 8 Novembre 2025

Le quorum n'est pas nécessaire car deuxième convocation

OBJET : Approbation du rapport annuel de la SPL ADTO SAO pour l'année 2024

La Commune de le Plessis Belleville est actionnaire de la SPL SAO ADTO.

Conformément à l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales, « les organes délibérants des collectivités territoriales et leurs groupements actionnaires se prononcent sur le rapport écrit qui leur est soumis au moins une fois par an par leurs représentants au sein du conseil d'administration des sociétés publiques locales, et qui porte notamment sur les modifications des statuts qui ont pu être apportées. Lorsque ce rapport est présenté à l'assemblée spéciale, celle-ci assure la communication immédiate

aux mêmes fins aux organes délibérants des collectivités et groupements qui en sont membres ».

Il est donc demandé au Conseil municipal :

- d'approuver le rapport de l'élu à la collectivité pour l'année 2024 de la SPL ADTO SAO
- de donner quitus au représentant de la collectivité pour l'année 2024 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant habilité à signer la présente délibération.

**LE CONSEIL MUNICIPAL, APRES AVOIR ENTENDU LE
REPRESENTANT SUR SON RAPPORT ET APRES DEBAT,**

Après en avoir délibéré,

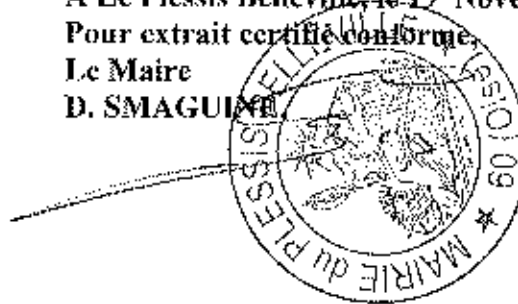
- **APPROUVE** le rapport de l'élu à la collectivité pour l'année 2024 de la SPL ADTO SAO
- **DONNE** quitus au représentant de la Collectivité pour l'année 2024.
- **AUTORISE** Monsieur Le Maire à signer la délibération.

A Le Plessis Belleville, le 19 Novembre 2025

Pour extrait certifié conforme,

Le Maire

D. SMAGUINE



RAPPORT ANNUEL DE L'ELU MANDATAIRE DANS LA SPL ADTO-SAO

Exercice 2024

Le

Entrée en vigueur : le décret n°2022-1406 du 4 novembre 2022, transposé à L'article D.1524-7 du CGCT, définit le contenu du rapport à compter du 1^{er} janvier 2023. Le rapport devra être présenté à l'assemblée délibérante, dans les trois mois après l'approbation des comptes de l'exercice 2024.

Contexte :

Accusé de réception en préfecture
060-216004945-20251119-2025-70-RAPPORT-DE
Date de réception préfecture : 02/12/2025

Conformément à l'article L. 1524-5¹ du Code général des collectivités territoriales (CGCT), un rapport est présenté devant le conseil municipal, par le membre de l'assemblée spéciale de l'ADTO-SAO représentant la collectivité ou le groupement actionnaire au sein de la société ADTO-SAO.

Ce rapport a pour objectif de donner aux membres de l'organe délibérant de la SPL une information complète sur l'entreprise, de nature à assurer la transparence de son fonctionnement et permettre son contrôle.

¹ L'article L. 1524-5 alinéa 14 du CGCT rappelle : « les organes délibérants des collectivités territoriales ou de leurs groupements actionnaires se prononcent, après un débat, sur le rapport écrit qui leur est soumis au moins une fois par an par leurs représentants au conseil d'administration ou au conseil de surveillance. Ce rapport, dont le contenu est précisé par décret, comporte des informations générales sur la société, notamment sur les modifications des statuts, des informations financières, le cas échéant consolidées, ainsi que les éléments de rémunération et les avantages en nature sociaux. Lorsque ce rapport est présenté à l'assemblée spéciale, celle-ci en assure la communication immédiate aux organes délibérants des collectivités et groupements qui en sont membres, en vue du débat mentionné au présent alinéa 2. »

Accusé de réception en préfecture
06021600494500251118/2025-00000-RA
02/12/2025
ARTICLE

SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| I. PRESENTATION DE L'EPL | 5 |
| I.1 - Informations générales au 31 décembre 2024..... | 5 |
| I.2 - Historique..... | 5 |
| I.3 - Objet social – Domaines d'activité | 7 |
| I.4 - Répartition du capital social | 9 |
| I.5 - La gouvernance | 11 |
| II. PRINCIPALES ACTIVITES, OPERATIONS DE L'ANNEE ECOULEE ET SITUATION FINANCIERE DE L'EPL | 13 |
| II.1 - Principales activités et opérations de l'année avec ventilation de la rémunération en 2024 | 13 |
| OPERATIONS SUIVIES OU INITIEES DANS LE CADRE DE L'ABONNEMENT : | 23 |
| II.2 - Situation financière de l'Epl | 34 |
| II.3 - Présentation du chiffre d'affaires par secteur d'activité..... | 36 |
| II.4 - Perspectives 2025..... | 36 |
| III. RELATIONS EN 2024 ENTRE LA COLLECTIVITE ET L'ADTO-SAO | 37 |
| III.1 - Contrats signés entre la collectivité et l'Epl..... | 37 |
| IV. EVOLUTIONS STATUTAIRES ET DE L'ACTIONNARIAT INTERVENUES DANS L'ANNEE | 38 |
| a - Présentation des modifications statutaires intervenues dans l'année | 38 |
| b - Historique des 5 dernières années..... | 38 |
| V. BILAN DE GOUVERNANCE..... | 38 |
| V.1 - Réunions du conseil d'administration | 38 |
| V.2 - Réunions de l'assemblée spéciale | 39 |
| V.3 - Réunions de l'assemblée générale..... | 39 |
| V.4 - Informations sur la rémunération des représentants de la collectivité ou du groupement actionnaire, mandataires sociaux | 39 |
| V.5 - Principaux risques et contrôles dont fait l'objet la société | 41 |
| V.6 - CONTROLE INTERNE | 43 |
| V.7 - Contrôles externes..... | 45 |
| Contrôle analogue..... | 45 |

Commentaires

L'article D.1524-7 du CGCT prévoit que les informations demandées au titre du présent rapport sont renseignées sans préjudice des informations protégées par l'article L. 151-I du code de commerce ou présentant un caractère confidentiel et donné comme telles en application, selon le cas, de l'article L. 225-37 ou de l'article L. 225-92 de ce même code. Lorsque certaines informations sont concernées par l'un des cas mentionnés à l'alinéa précédent, le rapport le mentionne et renseigne le point concerné sous une forme adaptée.

Précision sur le secret des affaires :

Par application de l'article L.151-I du code de commerce, est protégée au titre du secret des affaires toute information répondant aux critères suivants :

- Elle n'est pas, en elle-même ou dans la configuration et l'assemblage exacts de ses éléments, généralement connue ou aisément accessible pour les personnes familières de ce type d'informations en raison de leur secteur d'activité ;
- Elle revêt une valeur commerciale, effective ou potentielle, du fait de son caractère secret ;
- Elle fait l'objet de la part de son détenteur légitime de mesures de protection raisonnables, compte tenu des circonstances, pour en conserver le caractère secret.

Précision sur la notion d'informations confidentielles :

Conformément aux articles L.225-37 (conseil d'administration) et L.225-92 (conseil de surveillance/directoire) du code de commerce, les administrateurs ou les membres de l'assemblée spéciale et membres du directoire sont tenus à la discrétion concernant les informations présentant un caractère confidentiel et données comme telles.

I. PRESENTATION DE L'EPL

I.1 - Informations générales au 31 décembre 2024

| | |
|--|---|
| DENOMINATION | ADTO-SAO |
| DATE DE CREATION | 01/10/1960 |
| ADRESSE DU SIEGE SOCIAL | 1 rue de Pinçonlieu-60000 BEAUVAIS |
| ORGANISATION DE LA GOUVERNANCE | <i>Société Anonyme à conseil d'administration</i> |
| NOM DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION | Mr Denis PYPE, représentant le Département de l'Oise |
| NOM DU PRESIDENT DE L'ASSMEBLEE SPECIALE | Mme Emmanuelle LAMARQUE, représentant la commune de Chaumont-en-Vexin |
| NOM DU DIRECTEUR GENERAL | Mme Florence SYOEN, renouvelée dans ses fonctions le 26 janvier 2021 |
| CAPITAL SOCIAL | 3 306 750 € |
| NOMBRE D'ACTIONS | 22 045 |
| NOMBRE D'ACTIONNAIRES AU 31 DECEMBRE 2024 | 577 |
| NOMBRE DE SALARIES | 29 |

I.2 - Historique

Accusé de réception en préfecture
060-216004945-20251119-2025-70-RAPPORT-DE
Date de réception préfecture : 02/12/2025



La SAO , Société Publique Locale d'Aménagement (SPLA) a été **créée en 2009** par transformation de l'ancienne SEM dénommée SEMOISE ;

En 2020, elle exerçait des missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le compte exclusif des 72 actionnaires qui en détenaient le capital de 2 004 015€.

L'ADTO , une Société Publique Locale (SPL) a été **créée en 2011** à l'initiative du Département de l'Oise

En 2020, elle comptait 579 actionnaires (communes, intercommunalités, syndicats...)

Elle intervenait principalement dans les domaines de l'eau, de l'assainissement, du bâtiment, des VRD et de la vidéoprotection.

Son capital était de 80 000 €

Après un premier rapprochement des structures par la création d'un GIE (groupement d'intérêt économique) qui a permis de mutualiser les services généraux, un Président en commun et un directeur général en commun, la dernière étape a été marquée **en 2020** par la **fusion des structures** par absorption de l'ADTO par la SAO. Le but était de disposer d'un outil unique, fiable et compétent, pour réaliser les missions du Département en matière de solidarité et d'aménagement du territoire au profit des communes et EPCI ne disposant pas de moyens suffisants (article L. 3232-1-1 du CGCT)

La dénomination de la société publique locale est depuis **l'ADTO-SAO** , société anonyme à conseil d'administration et le capital de la nouvelle structure est de 3 306 750 €, constitué par 22 045 actions d'une valeur unitaire nominale de 150 €.

I.3 - Objet social – Domaines d'activité

OBJET SOCIAL :

La société a pour objet la conduite et le développement d'actions et d'opérations s'inscrivant dans les compétences de ses actionnaires et sur leur territoire.

Les prestations fournies par la société :

- consistent, sans que la liste en soit exhaustive, en la fourniture d'études, de conseils, d'accompagnement et d'assistance technique,
- couvrent les domaines techniques, opérationnels, organisationnels, administratifs, financiers en fonction des moyens mobilisés au sein de la société,
- portent sur tous projet d'investissement comme d'exploitation ou de gestion des équipements de toutes natures des collectivités territoriales ou leurs groupements.

La société pourra aussi se voir confier :

- la conception, l'étude ou la réalisation de toute action et opération d'aménagement, telles que visées par l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme, ,
- la conception, l'étude ou la réalisation comme la gestion ou l'exploitation de tous équipements.

Les interventions de la société sont menées dans l'un des cadres contractuels suivants :

- En participant à la fourniture aux collectivités territoriales et à leurs groupements de prestations d'assistance technique départementale,
- En mettant en œuvre les dispositions en vigueur relatives à la maîtrise publique d'ouvrage et à sa délégation,
- En appliquant toutes autres dispositions législatives et réglementaires adaptées à la réalisation et à la gestion de tous ouvrages comme de tous projets comportant des ouvrages et relevant des compétences de ses actionnaires.

À cet effet, la société pourra passer toute convention appropriée, et effectuera toutes opérations mobilières, immobilières, civiles, commerciales, industrielles, juridiques et financières se rapportant à l'objet défini ci-dessus.

Elle pourra en outre réaliser de manière générale toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet et qui contribuent à sa réalisation.

DOMAINES D'ACTIVITE :

Les domaines d'intervention de l'ADTO-SAO s'adaptent aux besoins exprimés par ses actionnaires, notamment par les petites communes et les EPCI ne disposant pas des ressources internes nécessaires.

L'ADTO-SAO est compétente dans les domaines suivants :

- Aménagement
- Alimentation en eau potable (études, travaux, rapports spéciaux, RPQS)
- Assainissement (études, travaux, rapports spéciaux RPQS)
- Réseau d'eau pluviale,
- Voirie Réseaux divers,
- Bâtiment,
- Défense incendie,
- Vidéo-protection,
- Urbanisme.

Son intervention comprend une mission d'assistance générale et une assistance spécialisée. Elle assure une veille juridique et propose ses compétences aux collectivités (Marchés Publics, DSP).

La première phase (phase de faisabilité) est menée pour le compte de la collectivité dans le cadre financier de l'abonnement annuel versé. En aménagement et en construction, elles sont une étape essentielle pour déterminer la nature du projet, les procédures, le planning, le coût...

L'ADTO-SAO apporte une véritable expertise pour chaque montage et en mobilisant les savoir-faire.

Accusé de réception en préfecture
060-216004015-20251119-2025-70-RAPPORT DE
Date de réception préfecture : 02/12/2025

Durant cette phase, le programme est arrêté et chiffré et les différentes consultations et marchés publics lancés. La phase opérationnelle peut alors être confiée à L'ADTO dans le cadre d'une mission spécifique d'assistant à maîtrise d'ouvrage facturée au temps passé, sur la base du tarif journalier de 600 € H.T.

L'ADTO assiste alors la collectivité jusqu'à la réception des travaux, dans la gestion administrative et financière des marchés, dans le suivi opérationnel garantissant la maîtrise des coûts et des délais.

NOTRE VALEUR AJOUTÉE :

- Un outil de production efficace,
- Une bonne connaissance du tissu local
- Une équipe autonome et pluridisciplinaire,
- Une détermination à trouver les solutions et faire aboutir les projets,
- Un savoir-faire particulier pour bien s'entourer,
- Souplesse, proximité, expertise et réactivité.

I.4 - Répartition du capital social

En application de l'article 13 des statuts de la société ADTO-SAO,

« la cession des actions s'opère à l'égard de la société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement.

L'ordre de mouvement est enregistré le même jour de sa réception sur un registre coté et paraphé dit « registre de mouvements ».

Toute transmission d'action est portée à la connaissance du conseil d'administration de la société.
»

Monsieur le Président a porté à la connaissance du Conseil d'Administration la transmission d'actions entre les collectivités suivantes :

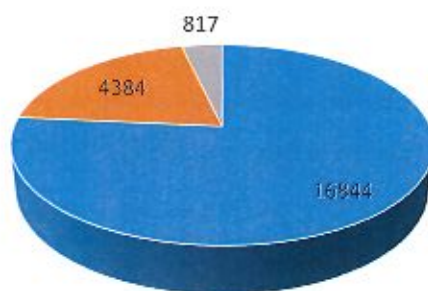
- La commune de la Chapelle sous Gerberoy a vendu ses actions aux 6 collectivités suivantes :

| |
|-----------------------------|
| BERNEUIL SUR AISNE |
| BLAINCOURT LES PRECY |
| EVRICOURT |
| MAGNY EN VEXIN |
| ROUVROY LES MERLES |
| VILLERS SUR AUCHY |

- Le SRPI de Plainval/le Plessier Sur Saint Just a cédé une action à la collectivité de Pisseleu aux bois.
- La commune de Cressonsacq a cédé une action à la commune de Morlincourt.
- La commune de Laigneville a cédé une action au SIAM (Syndicat accueil des mineurs).
- La commune de Cinqueux a cédé une action à Marcilly la Campagne (27)

| Au 31 /12 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|-----------------|------------|------------|------------|------------|
| COMMUNES | 456 | 469 | 481 | 487 |
| EPCI | 101 | 102 | 90 | 90 |
| TOTAL | 557 | 571 | 571 | 577 |

REPARTITION DU CAPITAL, NOMBRE D'ACTIONS



- CD60 ACTIONNAIRE MAJORITAIRE
- 569 Actionnaires
- 7 ACTIONNAIRES A PLUS DE 100 ACTIONS

I.5 - La gouvernance

Composition du conseil d'administration et représentants à l'assemblée générale des actionnaires

1/ Pour l'actionnaire majoritaire :

| COLLECTIVITE | NOM DES ADMINISTRATEURS | DATE DE NOMINATION |
|-----------------------|-------------------------|--------------------|
| Conseil départemental | Denis PYPE | 07/06/2023 |
| Conseil départemental | Luc CHAPOTON | 15/12/2021 |
| Conseil départemental | Bruno CALEIRO | 15/12/2021 |
| Conseil départemental | Nicole CORDIER | 15/12/2021 |
| Conseil départemental | Isabelle WOJTOWIEZ | 13/12/2022 |
| Conseil départemental | Gilles SELLIER | 15/12/2021 |
| Conseil départemental | Benoit BIBERON | 15/12/2021 |
| Conseil départemental | Adnanc AKABLI | 15/12/2021 |
| Conseil départemental | Sébastien NANCEL | 15/12/2021 |
| Conseil départemental | Christophe DIETRICH | 15/12/2021 |

2/Au titre de la représentation de l'assemblée spéciale des actionnaires minoritaires :

| COLLECTIVITE | NOM DES ADMINISTRATEURS | LE CAS ECHEANT, DATE DE NOMINATION |
|---|-----------------------------------|---|
| Com. d'Agglo de la région de Compiègne | Benjamin OURY | 26/01/2021 |
| Com. d'Agglo du Beauvaisis | Gérard HEDIN | 26/01/2021 |
| Commune de Chaumont-en Vexin | Emmanuelle LAMARQUE Pdte de l' AS | 26/01/2021 |
| Commune d'Ercuis | Jean-Marie NIGAY | 26/01/2021 |
| Commune de Longueuil-Sainte-Marie (Démission, Administrateur jusqu'au 16/12/2024) | Stanislas BARTHELEMY | 26/01/2021 |
| Remplacé par : | | |
| Communauté de Communes de la Picardie VERTE (Administrateur à compter du 16/12/2024, en remplacement de la collectivité de Longueuil Sainte Marie, représentée par Monsieur Stanislas BARTHELEMY) | Fabienne CUVELLIER | 16/12/2024 |
| Commune d'Avrechy | Astride LEQUEN | 26/01/2021 |
| Com. de Com. du Pays de Bray | Jean-Michel DUDA | 13/12/2023 |
| Agglo Creil Sud Oise | Hervé ROBERTI | 26/01/2021 |

II. PRINCIPALES ACTIVITES, OPERATIONS DE L'ANNEE ECOULEE ET SITUATION FINANCIERE DE L'EPL

II.1 - Principales activités et opérations de l'année avec ventilation de la rémunération en 2024

ATTENTION : Sont précisées ici l'ensemble des principales activités et opérations menées par la société sur l'année écoulée, les opérations de notre collectivité sont repérées en surbrillance si existantes cette année. (à vous de procéder au repérage de vos opérations dans la liste).

| N° OP | NOM DE L'OPERATION | Facturation HT 2024 |
|--------|--|---------------------|
| 63558 | ABBEVILLE SAINT LUCIEN-DIAGNOSTIC GENERAL DE L'EGLISE | 1 000,00 |
| 61069 | ACY EN MULTIEN-Réhabilitation des réseaux d'assainissement sur la Rue de l'Eglise et Montaillant | 2 000,00 |
| 63384 | ACY EN MULTIEN-RENOVATION DE L'ECOLE MATERNELLE ET CREATION D'UN DORTOIR | 7 000,00 |
| 1132 | ANGICOURT - Construction accueil périscolaire et restaurant scolaire | 5 666,67 |
| 63598 | ANTILLY-Restauration de la façade nord de l'Eglise | 3 500,00 |
| 64302 | APREMONT-SECTORISATION AEP | 1 200,00 |
| 63285 | ARSY-Construction cantine | 3 250,00 |
| 1130 | AVRECHY - Restructuration du groupe scolaire | 21 249,99 |
| 63757 | BAILLEUL SUR THERAIN -Réhabilitation énergétique de la mairie salle des fêtes | 1 000,00 |
| 64510 | BAILLEUL SUR THERAIN-AC VOIRIE | 4 200,00 |
| 63563 | BARON-AMÉNAGEMENTS SÉCURITAIRE | 3 000,00 |
| 64176 | BEAURAINS LES NOYON-EXTENSION CIMETIERE | 2 000,00 |
| 64547 | BEAUVAIS-ASSISTANCE JURIDICO-ADMINISTRATIVE POUR LA PASSATION DE DIVERS MARCHES PUBLICS | 1 200,00 |
| 6 4629 | BEAUVAIS-ASSISTANCE JURIDICO-ADMINISTRATIVE POUR LA PASSATION DE DIVERS MARCHES PUBLICS | 225,00 |
| 64019 | BERNEUIL EN BRAY-Amélioration thermique de l'école | 12 600,00 |
| 63902 | BETHISY SAINT PIERRE-AMÉNAGEMENT DE LA RUE MAURICE CHORON | 2 000,00 |
| 63765 | BETZ-DIAGNOSTIC ASSAINISSEMENT | 1 000,00 |
| 63907 | BETZ-TRANSFORMATION D'UN BATIMENT COMMUNAL POUR INSTALLATION D'UN COMMERCE ET DE 2 LOGEMENTS | 12 000,00 |
| 63764 | BLACOURT-REHABILITATION DE L'ANCIENNE MAIRIE EN LOCAL COMMERCIAL | 15 935,75 |
| 63512 | BLANCFOSSE-Restauration couverture Eglise | 5 850,00 |
| 63318 | BOISSY FRESNOY-DIAGNOSTIC ASSAINISSEMENT | 00 |

Accusé de réception en préfecture
060-216004945-20251119-2025-70-RAPPORT-DE
Date de réception préfecture : 02/12/2025

| | | |
|----------|--|-----------|
| 64242 | BONNEUIL LES EAUX-AMÉNAGEMENT SECURITAIRE SITE CORNILLEAU | 7 900,00 |
| 63251 | BREGY-Diagnostic assainissement et schéma de gestion des eaux pluviales | 500,00 |
| 63893 | BRENOUILLE-SALLÉ ASSOCIATIVE | 2 875,00 |
| 1156 | BRESLES - Construction de courts de tennis couverts et locaux annexes | 4 166,67 |
| 1154 | BRESLES - Extension et réhabilitation du Dojo | 10 000,00 |
| 64276 | BRESLES-REFECTION DU CHEMIN DES PASSANTS | 8 000,00 |
| 63857 | BRESLES-REHABILITATION DE L'ANCIENNE GENDARMERIE EN LOCAUX POLICE MUNICIPALE | 500,00 |
| 64153 | BRESLES-REHABILITATION ET EXTENSION D'UN OUVRAGE EN POLE MEDICAL | 7 500,00 |
| 64328 | BRESLES-RESTAURATION COLOMBIER | 4 000,00 |
| 61154 | BRESLES-Travaux de transformation de l'ancienne trésorerie en cabinet médical | 250,00 |
| 1064 | BRETEUIL - Aménagement de la place de la mairie | 15 000,00 |
| 61363 | BRETEUIL-Mise en place des travaux de l'AD'AP | 5 250,00 |
| 63613 | BRETEUIL-RESTAURATION EGLISE - PHASES 2 3 ET 4 | 1 500,00 |
| 61298 | BRETEUIL-Restauration façade sud Eglise Saint Jean-Baptiste - Tranche ferme : restauration de la partie supérieure de la façade sud avec révisions des éléments de couverture en façade sud et mise aux normes de sécurité incendie de l'édifice - Tranche optionnelle 1 : restauration de la partie inférieure de la façade sud et travaux de mise en conformité électrique | 875,00 |
| 63973 | BRUNVILLERS LA MOTTE-Travaux Eglise | 1 000,00 |
| 63866 | BUICOURT-AMENAGEMENT DE LA RUE PRINCIPALE | 3 600,00 |
| 63593 | BULLES-RESTRUCTURATION DE LA BIBLIOTHEQUE | 5 250,00 |
| 1110 | CAB - Etudes préalables création pôle échanges multimodal | 16 666,66 |
| 6 4628 | CAB-ASSISTANCE JURIDICO-ADMINISTRATIVE POUR LA PASSATION DE DIVERS MARCHES PUBLICS | 3 712,50 |
| 1127 | CARLEPONT - Reconstruction de la Step de Carlepont | 1 500,00 |
| 64190 | CARLEPONT-EXTENSION VIDEOPROTECTION | 1 200,00 |
| 64462 | CATENOY-MODERNISATION VIDEOPROTECTION | 1 500,00 |
| 64143 | CATENOY-RENOVATION ENERGETIQUE DU GROUPE SCOLAIRE | 4 200,00 |
| 1082 | CAUFFRY - Ext rehab groupe scolaire | 37 083,32 |
| 63057-3 | CC LISIERES DE L'OISE -ETUDE DE GESTION PATRIMONIALE PGSSE | 2 400,00 |
| 63057-2 | CC LISIERES DE L'OISE-DIAGNOSTIC ASSAINISSEMENT ET REVISION DES ZONAGES ASSAINISSEMENT | 1 500,00 |
| 63513-02 | CC LISIERES DE L'OISE-INTERCONNEXION AEP COULOISY - ATTICHY - PHASE TRAVAUX | 7 500,00 |
| 64102 | CC LISIERES DE L'OISE-INTERCONNEXION AEP PIERREFONDS | 3 700,00 |
| 63513-T | CC LISIERES DE L'OISE-INTERCONNEXION POUR SAINT CREPIN AUX BOIS DANS LE CADRE DE LA DEROGATION NITRATE | 3 200,00 |

Accusé de réception en préfecture
060-216004945-20251119-2025-70-RAPPORT-DE
Date de réception préfecture : 02/12/2025

| | | |
|---------|--|-----------|
| 61024-C | CC PAYS DE BRAY-TRAVAUX REHABILITATION RESEAUX ASSAINISSEMENT ET POSTES DE REFOULEMENT A ONS EN BRAY ET ESPAUBOURG | 3 000,00 |
| 61081 | CC PAYS DE VALOIS - SIE IVORS BOURSONNE-Aire d'alimentation du captage de Boursonne et diagnostic territorial multipression | 1 000,00 |
| 1160 | CC PAYS DES SOURCES - Réalisation de 2 terrains synthétiques de football | 12 500,00 |
| 1128 | CC PLAINE D'ESTREES - Aménagement voie verte entre Longueil Ste Marie et Ribecourt | 14 175,00 |
| 64474 | CC PLAINE D'ESTREES-RECONSTRUCTION DE LA STATION D'ÉPURATION DE LA ZAC PARIS-OISE A LONGUEIL-SAINTE-MARIE - CONCEPTION | 3 600,00 |
| 61085 | CC PLAINE ESTREES SIAEP LONGUEIL SAINTE MARIE-Construction d'une unité de traitement membranaire des perchlorates et de la dureté de l'eau | 14 500,00 |
| 64402 | CC SENLIS SUD OISE- CONSTRUCTION D'UNE MAM | 10 000,00 |
| 63844 | CC VEXIN THELLE - SIE DE HADANCOURT LE HAUT CLOCHER-RENFORCEMENT DU RESEAU D'EAU POTABLE DANS DIVERSES COMMUNES DU SYNDICAT | 8 300,00 |
| 63689 | CC VEXIN THELLE - SIE DE HADANCOURT LE HAUT CLOCHER-REHABILITATION DES RESERVOIRS DE HADANCOURT ET DE LEVEMONT DIAG AMIANTE ET PLOMB, DIAG GC ET MOE | 500,00 |
| 61003 | CC VEXIN THELLE - CHAUMONT EN VEXIN-Réalisation des réseaux d'assainissement | 3 250,00 |
| 63051 | CC VEXIN THELLE - CHAUMONT EN VEXIN-RECONSTRUCTION DE LA STATION D'ÉPURATION | 2 700,00 |
| 63517 | CC VEXIN THELLE - VAUDANCOURT-Interconnexion dans le cadre de la dérogation | 2 000,00 |
| 1146 | CC2V - Etudes préalables visant la maîtrise foncière des carrières de Machemont | 13 833,34 |
| 1142 | CCPOH - Création du pôle d'échanges multimodal de pont Ste Maxence | 3 333,33 |
| 1125 | CCPOH - Restructuration de la Manekine centre culturel | 4 250,00 |
| 1152 | CCPOH - Viabilisation de lots d'activités sur le site du bas pays à PONT SAINTE MAXENCE | 6 562,50 |
| 63743 | CCPOH-Réhabilitation du gymnase Couderc à Brenouille | 11 000,00 |
| 1099 | CCPV - Aménagement de l'extension de la zone commerciale | 2 232,90 |
| 6 4583 | CCPV-AUTORISATION PREFECTORALE VIDEOPROTECTION | 600,00 |
| 1117 | CD60 - Construction du centre d'incendie et de secours à Estrées St Denis | 20 833,34 |
| 1151 | CD60 - Construction d'une maison de la solidarité à Noyon | 12 500,00 |
| 1106 | CD60 - Construction d'une maison départementale de la solidarité à MERU | 24 833,33 |
| 962 | CD60 - La Chapelle en Serval Ext collège | 6 454,56 |
| 1084 | CD60 - Trans'Oise Senlis/Vineuil St Firmin/Chantilly | 6 481,25 |
| 1118 | CD60/CCVT - Réalisation maison départementale de la solidarité à Chaumont en Vexin | 47 590,50 |
| 63472 | CHAMANT-Restauration Château d'Eau | |

Accusé de réception en préfecture
060-216004945-20251119-2025-701-APPOR-DE
Date de réception préfecture : 02/12/2025

| | | |
|-------|--|------------|
| 1055 | CHAMBLY - Extension stade de foot Mesnil St Martin | 5 242,60 |
| 1049 | CHAUMONT EN VEXIN - Extension de la cantine scolaire | 8 431,67 |
| 64018 | CHEVINCOURT-CONSTRUCTION D'UN BATIMENT DES SERVICES TECHNIQUES | 3 510,00 |
| 63995 | CHEVINCOURT-INSTALLATION D'UN SYSTEME DE VIDEOPROTECTION | 500,00 |
| 1155 | CHOISY AU BAC - Réhabilitation du complexe sportif André Mahé | 62 500,00 |
| 63471 | CIRES LES MELLO-Construction cantine scolaire | 500,00 |
| 63805 | CIRES LES MELLO-TRAVAUX VOIRIE RUE DE MAYSEL PHASE 1 | 7 000,00 |
| 63982 | CLERMONT-RESTAURATION DE L'EGLISE | 1 200,00 |
| 917 | CREIL - Ateliers Municipaux TF | 10 000,00 |
| 1083 | CREIL - Etudes EC Eau Port | 100 000,00 |
| 1071 | CREIL - Travaux AD'AP | 10 000,00 |
| 63640 | CREVECOEUR LE GRAND-EXTENSION DU SYSTEME DE VIDEOPROTECTION | 2 000,00 |
| 63855 | CREVECOEUR LE PETIT-AMENAGEMENT SECURITAIRE EN ENTREE DE COMMUNE SUR LA RD929 | 500,00 |
| 63629 | CREVECOEUR LE PETIT-INSTALLATION D'UN SYSTEME DE VIDEOPROTECTION | 500,00 |
| 63845 | CUY-AMENAGEMENTS SECURITAIRES SUR LA RD938 | 3 800,00 |
| 64434 | DAMERAUCOURT-REFECTION DE VOIRIE | 4 000,00 |
| 64274 | ECUVILLY-VIDEOPROTECTION | 500,00 |
| 63527 | EPINEUSE-INSTALLATION D'UN SYSTEME DE VIDEOPROTECTION | 500,00 |
| 63685 | ERCUIS-AMENAGEMENT DE L'ALLÉE DES VIOLETTES ET LE HAUT DE LA RUELLA DE CREIL | 2 000,00 |
| 64268 | ESQUENNOY-DEPOLLUTION BASSIN | 2 700,00 |
| 63325 | ESTREES SAINT DENIS-Construction d'un accueil périscolaire et accueil de loisirs | 500,00 |
| 63782 | ETOUY-RENOVATION ENERGETIQUE DES BATIMENTS COMMUNAUX | 6 500,00 |
| 64225 | FONTAINE SAINT LUCIEN-VIDEOPROTECTION | 1 800,00 |
| 63332 | FOUILLOY-REHABILITATION ET MISE AUX NORMES PMR DE LA MAIRIE | 5 875,00 |
| 63622 | FOULANGES-RESTAURATION DE L'EGLISE | 2 550,00 |
| 63736 | FOUQUENIES-TRAVAUX DE REHABILITATION ET D'EXTENSION DE LA MAIRIE | 2 750,00 |
| 64005 | FROISSY-REHABILITATION ENERGETIQUE DE LA SALLE DES FETES | 8 000,00 |
| 64437 | GIRAUMONT-RECONSTRUCTION DU RESERVOIR SEMI-ENTERRE (Phase conception) | 600,00 |
| 63403 | GOURNAY SUR ARONDE-Etude diagnostique du système d'assainissement eaux usées | 1 000,00 |
| 64479 | GOURNAY SUR ARONDE-SECURISATION AEP | |

Accusé de réception en préfecture
060-216004945-20251119-2025-70-RAPPORT-DE
Date de réception préfecture : 02/12/2025

| | | |
|---------|--|-----------|
| 64070 | GRANDFRESNOY-INSTALLATION D'UN SYSTEME VIDEOPROTECTION | 500,00 |
| 63099 | GRANDVILLERS AUX BOIS-INSTALLATION D'UN SYSTEME DE VIDEOPROTECTION | 1 750,00 |
| 63614 | GRANDVILLIERS-REHABILITATION DE L'ANCIEN CINEMA EN MEDIATHEQUE | 11 650,00 |
| 64248 | HALLOY-EXTENSION SALLE DES FETES | 2 625,00 |
| 61361-1 | HANVOILE-RECONSTRUCTION DE LA STEP ET REHABILITATION DES RESEAUX | 1 800,00 |
| 63270 | HARDIVILLERS-AMENAGEMENT D'UNE AIRE POUR ENFANTS | 11 000,00 |
| 64480 | HAUDIVILLERS-REFECTION DE TROTTOIRS RUE DE LA TOUR | 600,00 |
| 63927 | HAUDIVILLERS-Restauration Eglise | 300,00 |
| 63634 | HODENC EN BRAY-Réhabilitation d'un communal en salle-multifonctions | 5 500,00 |
| 1137 | LA CHAPELLE EN SERVAL - Travaux réhabilitation thermique mise aux normes PMR groupe scolaire les dimerons, gymnase et hôtel de ville | 20 000,00 |
| 64104 | LA HOUSOYE-AMÉNAGEMENT DU PARKING DES ÉCOLES | 4 000,00 |
| 1093 | LA NEUVILLE EN HEZ - Construction de commerces de proximité | 70 000,00 |
| 63867 | LA NEUVILLE ROY-REQUALIFICATION RUE NEUVE | 4 000,00 |
| 63619 | LAFRAYE-Etudes de l'aménagement de la Rue Principale AVP-PRO-AMT | 3 800,00 |
| 64038 | LALANDELLE-REHABILITATION D'UN BATIMENT COMMUNAL EN MAISON D'ASSISTANTES MATERNELLES | 11 750,00 |
| 64431 | LARBROYE-VIDEOPROTECTION | 1 500,00 |
| 64126 | LE COUDRAY ST GERMER-VIDEOPROTECTION | 250,00 |
| 64013 | LE FAY ST QUENTIN-REHABILITATION DE LA MAIRIE | 11 375,00 |
| 64001 | LE MESNIL SAINT FIRMIN-DIAGNOSTIC ASSAINISSEMENT | 600,00 |
| 64160 | LE PLESSIS BRION-DIAGNOSTIC EAU POTABLE + PGSSE | 1 800,00 |
| 63799 | LE QUESNEL AUBRY-AMENAGEMENT DE LA MAIRIE DANS ANCIEN LOGEMENT | 5 500,00 |
| 63344 | LE SAULCHOY-Construction d'un bâtiment communal et extension de la mairie | 5 000,00 |
| 64125 | LE VAUMAIN-VIDEOPROTECTION | 750,00 |
| 63346 | LOCONVILLE-RESTAURATION DE L'EGLISE SAINT LUCIEN - PHASE TRAVAUX | 5 750,00 |
| 64511 | LONGUEIL STE MARIE-POLE MEDIATHEQUE ET MUSIQUE | 24 900,00 |
| 63733 | LUCHY-RÉFECTION DE VOIRIE DU HAMEAU ROUGEMAISSON | 4 000,00 |
| 63229 | MACHEMONT- SALLE MULTIFONCTIONS | 10 125,00 |
| 1161 | MAGNY EN VEXIN - Réalisation des études préalables à la réhabilitation énergétique du groupe scolaire l'Aubette | 6 350,00 |
| 64435 | MARGNY AUX CERISES-VIDEOPROTECTION | 1 500,00 |
| 63327 | MARGNY SUR MATZ-RUISSELEMENT | 1 400,00 |

Accusé de réception en préfecture
060-216004945-20251119-2025-70-RAPPORT-DE
Date de réception préfecture : 02/12/2025

| | | |
|--------|---|-----------|
| 63998 | MILLY SUR THERAIN-INSTALLATION D'UN SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION | 750,00 |
| 63540 | MOGNEVILLE-AMÉNAGEMENT DE L'ORDIBÉE | 6 000,00 |
| 6 4561 | MONNEVILLE-EXTENSION VIDEOPROTECTION | 1 600,00 |
| 64071 | MONNEVILLE-INSTALLATION D'UN SYSTÈME VIDEOPROTECTION | 750,00 |
| 63504 | MONT L'EVEQUE-RENOVATION ECOLE | 5 520,00 |
| 63246 | MONTAGNY EN VEXIN-Travaux de gestion des eaux pluviales - Rue de la Couture et Rue des Carrières | 1 000,00 |
| 63263 | MONTMACQ-Construction d'une restauration scolaire, accueil périscolaire et d'une bibliothèque | 14 000,00 |
| 64353 | MORIENVAL-ETUDE DIAGNOSTIQUE ASSAINISSEMENT SCHEMA DE GESTION DES EAUX PLUVIALES | 600,00 |
| 63341 | MORTEFONTAINE-Révision du PLU | 1 750,00 |
| 1068 | NANTEUIL LE HAUDOUIN - Groupe scolaire | 24 951,80 |
| 63249 | NANTEUIL LE HAUDOUIN-DIAGNOSTIC ASSAINISSEMENT ET SCHEMA DE GESTION DES EAUX PLUVIALES | 600,00 |
| 63852 | NEUFCHELLES-INSTALLATION D'UN SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION | 1 300,00 |
| 64100 | NEUILLY EN THELLE-AMENAGEMENT D'UN CPSL | 14 700,00 |
| 6 4582 | NEUILLY EN THELLE-RENOUVELLEMENT DE L'ECLAIRAGE PUBLIC | 1 200,00 |
| 61056 | NEUILLY SOUS CLERMONT-Réhabilitation du presbytère | 1 500,00 |
| 64592 | NOVILLERS-VIDÉOPROTECTION | 1 500,00 |
| 1149 | NOYON - Réaménagement des espaces publics du quartier Beauséjour dans le cadre du projet de renouvellement urbain | 25 000,00 |
| 1148 | NOYON - Réhabilitation de l'école J. Provost en vue de l'accueil de la maison pour tous dans le cadre du projet de renouvellement urbain du quartier Beauséjour | 16 666,67 |
| 63314 | ORMOY LE DAVIEN-Etude de gestion patrimoniale, schéma directeur d'eau potable et élaboration du plan de gestion de la sécurité sanitaire des eaux | 500,00 |
| 63405 | PEROY LES GOMBRIES-Révision du PLU | 1 750,00 |
| 64466 | PIERREFITTE EN BEAUVAISIS-REHABILITATION ET MISE AUX NORMES DE L'ECOLE | 7 650,00 |
| 63541 | PIERREFONDS-AMÉNAGEMENT DE LA RD973, RUE DE L'ARMISTICE, TOILETTES PMR | 7 000,00 |
| 1042 | PONT ST MAX - Désenclavement quartier des Temiers | 7 823,33 |
| 63395 | PONTARME-CONSTRUCTION ACCUEIL PERICOLAIRE ET RESTAURATION SCOLAIRE | 25 500,00 |
| 64640 | PONTPOINT-VIDÉOPROTECTION | 1 500,00 |
| 1141 | PRECY SUR OISE - Extension et réhabilitation école maternelle Georges Sand | 14 166,67 |
| 64314 | PREVILLERS-VIDÉOPROTECTION | 2 100,00 |
| 64213 | QUINCAMPOIX FLEULZY-OUVRAGE D'ART CHEMIN DE LA VERRERIE | 600,00 |

Accusé de réception en préfecture
060-216004945-20251119-2025-70-RAPPORT-DE
Date de réception préfecture : 02/12/2025

| | | |
|-------|---|-----------|
| 63523 | RANTIGNY-Aménagement de la mairie, de l'annexe et de ses extérieurs | 500,00 |
| 64428 | RANTIGNY-REFECTION DE TROTTOIRS | 2 000,00 |
| 1019 | REMY - Pôle équipement de la couture | 4 820,08 |
| 64345 | RESSONS SUR MATZ-AUTORISATION DE REJET DE LA STEP | 500,00 |
| 64407 | REUIL SUR BRECHE-CREATION D'UN CITYSTADE ET AMENAGEMENT D'UNE AIRE DE JEUX POUR ENFANTS | 6 500,00 |
| 64417 | REUIL SUR BRECHE-VIDEOPROTECTION | 2 400,00 |
| 64138 | ROCQUEMONT-AMENAGEMENT DE LA ROUTE DE TRUMILLY | 3 300,00 |
| 64269 | ROTHOIS-VIDEOPROTECTION | 1 400,00 |
| 64390 | ROY BOISSY-AMENAGEMENT DE LA RUE DE L'ABREUVOIR | 1 200,00 |
| 63776 | ROYE SUR MATZ-PLUVIAL | 2 000,00 |
| 64228 | RULLY-AAC ET VULNERABILITE | 600,00 |
| 63481 | SACY LE PETIT-INSTALLATION D'UN SYSTEME DE VIDEOPROTECTION | 500,00 |
| 63904 | SAINT FELIX-REHABILITATION DE LA MAIRIE | 12 000,00 |
| 64478 | SAINT JUST EN CHAUSSEE -MAINTENANCE ECLAIRAGE PUBLIC | 2 400,00 |
| 64084 | SAINT LEU D'ESSERENT-REHABILITATION COMMUNAL POUR CREATION STRUCTURE PETITE ENFANCE | 35 000,00 |
| 64224 | SAINT MARTIN LE NCEUD-VIDEOPROTECTION | 2 000,00 |
| 63200 | SAINT MARTIN LONGUEAU-Construction d'une cantine scolaire et d'un accueil périscolaire | 10 875,00 |
| 63060 | SAINT OMER EN CHAUSSEE-Diagnostic des réseaux d'assainissement eaux usées et eaux pluviales de la commune - Etude | 500,00 |
| 63780 | SAINT PIERRE ES CHAMPS-AMENAGEMENT D'UNE SENTE PIETONNE | 2 000,00 |
| 1990 | SAO - C AGGLO BVS ZAC Vallée du Thérain | 32 528,29 |
| 1300 | SAO - C AMBAINVILLE | 45 964,25 |
| 1500 | SAO - C HADANCOURT LE HAUT CLOCHER Projet lotissement | 239,44 |
| 1800 | SAO - CC PAYS BRAY - Requalification ancien golf en parc activités Eco Bray | 26 870,00 |
| 1400 | SAO - CCPV ZAC communautaire Silly le Long | 19 984,88 |
| 1887 | SAO - Clormont ZAC des Marettes travaux | 9 522,55 |
| 64155 | SAVIGNIES-REHABILITATION DE L'ECOLE SUITE AU SINISTRE | 6 283,50 |
| 63197 | SE DE LA BRECHE-Mise en place d'une unité décarbonation / adoucissement sur le site de Bucamps, sur le site Reuil sur Brèche et d'une unité de dénitrification sur le site de Maisioncelle Tuilerie | 500,00 |
| 64254 | SEMPIGNY-DIAGNOSTIC ASSAINISSEMENT ET SCHEMA DE GESTION DES EAUX PLUVIALES/ZONAGE | 1 200,00 |
| 63215 | SENLIS-Diagnostic assainissement sur l'ensemble de la commune | 1 250,00 |
| 64243 | SERMAIZE-VIDEOPROTECTION | 500,00 |
| 1136 | SI POUR LA CREATION PELOUSE SYNTHETIQUE SAINT MARTIN LE NCEUD - Réalisation d'un terrain synthétique mixte hockey football | 500,00 |

Accusé de réception en préfecture 05
660-216004945-20251119-2025-70-RAPPORT-DE
Date de réception préfecture : 02/12/2025

| | | |
|------------|--|----------|
| 61382 | SIAEP VALLEE DU MATZ-Equipement du nouveau forage - Phase Travaux | 2 000,00 |
| 64101 | SIAEP D'ULLY SAINT GEORGES-ETUDE DE GESTION PATRIMONIALE, SCHEMA DE GESTION EAU POTABLE ET PGSSE | 2 750,00 |
| 64316-0123 | SIAEP D'ULLY SAINT GEORGES-RENOUVELLEMENT CONDUITE AEP RUE DU BEC AU VENT A SAINTE GENEVIEVE | 3 450,00 |
| 63188 | SIAEP D'ULLY SAINT GEORGES-Travaux concessifs de l'Unité de Traitement pour le captage de Dieudonné | 1 000,00 |
| 61388 | SIAEP MONTLOGNON-REHABILITATION DU RESERVOIR SUR TOUR DU HAMEAU DE LA BULTEE A FONTAINE CHAALIS - PHASE REALISATION | 500,00 |
| 61135 | SIAEP TRACY LE VAL-CREATION FORAGE + INTERCONNEXION | 1 800,00 |
| 64237 | SIARD-DEPLACEMENT POSTE REFOULEMENT SUR MONTMACQ (CANAL SEINE-NORD) | 9 000,00 |
| 63588 | SIARD-DIAGNOSTIC ASSAINISSEMENT + SCHEMA DE GESTION DES EAUX PLUVIALES/ZONAGE | 1 000,00 |
| 61173 | SIE PLATEAU DU THELLE-Etude du patrimoine, schéma de gestion d'eau potable et élaboration du plan de gestion de la sécurité sanitaire des eaux | 500,00 |
| 64238-0224 | SIE PLATEAU DU THELLE-RENFORCEMENT/RENOUVELLEMENT DU RESEAU D'ADDUCTION EN EAU POTABLE CHEMIN DES GLANDS DANS NEUILLY-EN-THELLE | 4 200,00 |
| 64238-0124 | SIE PLATEAU DU THELLE-RENFORCEMENT/RENOUVELLEMENT DU RESEAU D'ADDUCTION EN EAU POTABLE RUE DE MENNECOURT DANS CHAMBLY | 3 900,00 |
| 64238-0324 | SIE PLATEAU DU THELLE-RENFORCEMENT/RENOUVELLEMENT DU RESEAU D'ADDUCTION EN EAU POTABLE RUE DU 8 MAI AVEC PASSAGE A NIVEAUX DANS CHAMBLY | 1 200,00 |
| 64238-0424 | SIE PLATEAU DU THELLE-RENFORCEMENT/RENOUVELLEMENT DU RESEAU D'ADDUCTION EN EAU POTABLE RUE EUGENE MATHIEU DANS CHAMBLY | 600,00 |
| 61173 | SIE PLATEAU DU THELLE-Renouvellement réseau d'adduction eau potable sous le passage à niveau SNCF dans le centre Ville de Chambly | 750,00 |
| 61208 | SIE PLATEAU DU THELLE-Second champ captant sur Puiseux le Hautborgor | 500,00 |
| 64061 | SIEAB-REHABILITATION DU SIEGE DU SIEAB | 6 000,00 |
| 63579 | SIEAB-Révision DUP captage eau potable de Fouquenies | 500,00 |
| 63535 | SIVOM ABBM-Etude de gestion patrimoniale, schéma directeur d'eau potable et élaboration du plan de gestion de la sécurité sanitaire des eaux (PGSSE) | 3 000,00 |
| 64566-1 | SIVOM ABBM-RENFORCEMENT/RENOUVELLEMENT DU RESEAU D'ADDUCTION EN EAU POTABLE Lot 1 : Rue Charles de Gaulle et Général Leclerc à Mouy | 1 200,00 |
| 63247 | SIVOM CHEVINCOURT, MACHEMONT, MELICOQ-Diagnostic assainissement sur l'ensemble du syndicat | 1 000,00 |
| 63806 | SIVOM CIRE LES MELLO-TRAVAUX AEP RUE DE MAYSEL PHASE 2 | 500,00 |
| 63985 | SIVOM DE GUISCARD-ETUDE DE GESTION PATRIMONIALE, SCHEMA DE GESTION EAU POTABLE ET PGSSE | 1 200,00 |
| 64105 | SIVOM DE LA DIVETTE-AAC, VULNERABILITE, DTMP ET PLAN D'ACTIONS | |

Accusé de réception en préfecture
060-216004945-20251119-2025-70-RAPPORT-DE
Date de réception préfecture 2025-11-19

| | | |
|------------|---|------------|
| 63987 | SIVOM DE LA DIVETTE-ETUDE DE GESTION PATRIMONIALE, SCHEMA DE GESTION EAU POTABLE ET PGSSE | 1 200,00 |
| 64039-0124 | SIVOM DE LA DIVETTE-RENFORCEMENT AEP RUE DE France A CANNECTANCOURT | 4 200,00 |
| 64459 | SIVOM DE LA DIVETTE-RENFORCEMENT/RENOUVELLEMENT DU RESEAU D'ADDUCTION EN EAU POTABLE PLACE DES DÎMES SUR THIESCOURT | 3 000,00 |
| 64449 | SIVOM DE MELLO ET CÎRES LES MELLO-DIAGNOSTIC FORAGE | 2 400,00 |
| 63491 | SME ONS EN BRAY-Renforcement du réseau d'eau potable - Rue des Solons à Cuigy en Bray - Accord Cadre BC N°2/2021 | 2 200,00 |
| 64398 | SMIAEP AUGER SAINT VINCENT-DIAGNOSTICS DES FORAGES | 600,00 |
| 64183 | SMIAEP AUGER SAINT VINCENT-INTERCONNEXION BEURAIN FRENOY LE LUAT | 4 800,00 |
| 64182 | SMIAEP LE CROCC-AEP DANS DIVERSES COMMUNES | 3 000,00 |
| 63586 | SMIAEP MONTLOGNON-DIAGNOSTIC EAU POTABLE | 1 000,00 |
| 1145 | SONGEONS - Réaménagement du centre bourg | 12 500,00 |
| 64072 | ST GERMER DE FLY-INSTALLATION D'UN SYSTÈME VIDEOPROTECTION | 600,00 |
| 1159 | ST JUST EN CHAUSSEE - Equipements sportifs | 33 333,33 |
| 1133 | SYND ALATA - Extension du parc Alata | 109 000,00 |
| 1044 | SYND PORT FLUVIAL - Etudes embranchement ferroviaire | 7 000,00 |
| 64382 | SYNDICAT DES EAUX DE CHEPOIX -BONVILLERS-PS EAU POTABLE 2024 | 1 500,00 |
| 63750 | SYNDICAT DES EAUX DE LABOSSE - BOUTENCOURT-REHABILITATION DU RESERVOIR LA MARE ROUGE DIAG AMIANTE ET PLOMB, DIAG GC ET MOE | 600,00 |
| 1101 | SYNDICAT MIXTE DU PARC ALATA - Réhabilitation des anciens bâtiments IGN | 23 333,33 |
| 64015 | THIERS SUR THEVE-AMELIORATION DE LA SALLE OMER BACQUEVILLE | 10 840,00 |
| 64174 | THIESCOURT-AMÉNAGEMENTS SÉCURITAIRES ET AMÉNAGEMENT DE LA PLACE DES DÎMES | 7 500,00 |
| 64078 | THURY SOUS CLERMONT-AMÉNAGEMENT DE LA RD55 ET 89 | 6 000,00 |
| 1153 | TILLE - Construction Commerce Proximité | 4 583,33 |
| 64283 | TRACY LE VAL-REHABILITATION D'UN BATIMENT COMMUNAL POUR CREATION DE COMMERCES ET LOGEMENT | 3 000,00 |
| 64591 | TROISSEREUX-VIDÉOPROTECTION | 1 500,00 |
| 64415 | VARINFROY-REAMENAGEMENT RUE DE L'EGLISE | 3 000,00 |
| 64124 | VARINFROY-VIDÉOPROTECTION | 500,00 |
| 63022 | VAUCIENNES-Réhabilitation du réseau d'assainissement | 600,00 |
| 63963 | VAUDANCOURT-SCHEMA DE GESTION DES EAUX PLUVIALES | 3 000,00 |
| 1123 | VENETTE - Réalisation de garages des services techniques | 12 500,00 |
| 1150 | VENETTE - Réalisation d'un terrain de football synthétique | 45 786,35 |
| 61068 | VER SUR LAUNETTE-Roconstruction de la STEP - Phase réalisation | 20 250,00 |

Accusé de réception en préfecture
060-216004945-20251119-202500000-APPORTE-DE
Date de réception préfecture : 02/12/2025

| | | |
|--------|---|---------------------|
| 64421 | VIGNEMONT-CONSTRUCTION DE LA MAIRIE | 3 500,00 |
| 61041 | VILLERS SAINT GENEST-STEP | 1 300,00 |
| 6 4560 | VILLERS SAINT PAUL-EXTENSION VIDEOPROTECTION | 2 250,00 |
| 64416 | VILLERS SAINT PAUL-RENOVATION ENERGETIQUE DU GROUPE SCOLAIRE - JEAN MOULIN | 7 500,00 |
| 64376 | VILLERS SOUS SAINT LEU -INSTALLATION D'UNE MSP DANS LE CHATEAU | 2 100,00 |
| 61403 | VILLERS SOUS SAINT LEU-AVP - PRO de l'ouverture du Parc | 6 000,00 |
| 64088 | VILLERS SUR COUDUN-DIAGNOSTIC FORAGE DE LA COUTURE | 600,00 |
| 63468 | VILLERS SUR COUDUN-Installation d'un système de vidéoprotection | 500,00 |
| 63340 | VILLERS SUR COUDUN-PLU | 2 000,00 |
| 63364 | VILLERS SUR COUDUN-REHABILITATION ECOLE | 4 800,00 |
| 6 4493 | WAMBEZ-VIDEOPROTECTION | 1 100,00 |
| | DSP | 144 250,00 |
| | RPQS | 82 200,00 |
| | Total facturation HT | 2 033 706,83 |

OPERATIONS SUIVIES OU INITIEES DANS LE CADRE DE L'ABONNEMENT :

(idem : mettre en surbrillance vos opérations).

| |
|--|
| <i>Nom de l'opération</i> |
| ACY EN MULTIEN - DEFENSE INCENDIE |
| ACY EN MULTIEN - DSP ASSAINISSEMENT |
| ACY EN MULTIEN - REQUALIFICATION DE LA RUE RENE LATOUR |
| ADTO-SAO - COMMISSAIRES AUX COMPTES 2024 - 2029 |
| ANGICOURT - ASSURANCES 2025 |
| AVILLY SAINT LEONARD - SCHIEMA DE GESTION DES EAUX PLUVIALES |
| AVRECHY - RESTRUCTURATION DU GROUPE SCOLAIRE |
| BAILLEUL SUR THERAIN - AC VOIRIE |
| BAILLEUL SUR THERAIN - ACCORD CADRE VOIRIE |
| BAILLEUL SUR THERAIN - ASSURANCES 2025 |
| BAILLEUL SUR THERAIN - CONSTRUCTION D'UN CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL |
| BAILLEUL SUR THERAIN - CREATION D'UN BISTROT DE PAYS |
| BARGNY - CREATION D'UN CIMETIERE |
| BARGNY - DEFENSE INCENDIE |
| BEAUGIES SOUS BOIS - RUISSELLEMENT |
| BEAULIEU LES FONTAINES - CONSTRUCTION D'UNE MAISON D'ASSISTANTE MATERNELLES |
| BEAURAINS LES NOYON - EXTENSION DU CIMETIERE |
| BEAUBAIS - ASSISTANCE JURIDICO-ADMINISTRATIVE POUR LA PASSATION DE DIVERS MARCHES PUBLICS |
| BEAUBAIS - ASSISTANCE JURIDICO-ADMINISTRATIVE POUR LA PASSATION DE DIVERS MARCHES PUBLICS |
| BERNEUIL SUR AISNE - RÉNOVATION TENNIS DE TABLE ET EXTENSION SERVICES TECHNIQUES |
| BETHISY SAINT MARTIN - AMENAGEMENTS SECURITAIRES |
| BETHISY SAINT PIERRE - AMENAGEMENT D'ERP DANS LE CHATEAU DE LA DOUYE |
| BETHISY SAINT PIERRE - FAISABILITE RELATIVE A LA MISE EN SECURITE DU PLANCHER (G) DU CHATEAU DE LA DOUYE |
| BLARGIES - RPQS ASSAINISSEMENT 2023 |
| BOISSY FRESNOY - AMENAGEMENT DE LA RUE DU CLOS |
| BORNEL - CONSTRUCTION D'NE CANTINE SCOLAIRE ET D'UN CENTRE DE LOISIRS |
| BOUBIERS - RESTAURATION DE L'EGLISE |
| BREGY - CONSTRUCTION ECOLE (Y COMPRIS DEPLACEMENT DES MODULES EXISTANTS) 2024 |

Accusé de réception en préfecture
060-216004945-20251119-2025-70-RAPPORT-DE
Date de réception préfecture : 02/12/2025

| |
|---|
| BRESLES - EXTENSION DU DOJO ET CONSTRUCTION DE TERRAINS DE TENNIS COUVERTS |
| BRESLES - REFECTION DE LA RUE RENE COTY |
| BRESLES - REPAS SCOLAIRES EN LIAISON FROIDE |
| BRESLES - TRAVAUX DE POLLUTION ANCIENNE DECHARGE COMMUNALE |
| BRETEUIL - DSP ASSAINISSEMENT |
| BRETEUIL - DSP EAU POTABLE |
| BRETEUIL - RESTAURATION EGLISE - PHASE 2 3 ET 4 |
| BRUNVILLERS LA MOTTE - INSTALLATION D'UN SYSTEME DE VIDEOPROTECTION |
| BULLES - RESTRUCTURATION DE LA BIBLIOTHEQUE |
| BURY - RENOVATION ENERGETIQUE DE BATIMENTS COMMUNAUX |
| CAB - ASSISTANCE JURIDICO-ADMINISTRATIVE POUR LA PASSATION DE DIVERS MARCHES PUBLICS |
| CAB - ASSISTANCE JURIDICO-ADMINISTRATIVE POUR LA PASSATION DE DIVERS MARCHES PUBLICS |
| CAMBRONNE LES RIBECOURT - ENQUETE PUBLIQUE ZONAGE PLUVIAL |
| CAMBRONNE LES RIBECOURT - MISE EN SEPARATIF CITE BETHENCOURT -TRAITEMENT ANTI H2S POSTES |
| CAMBRONNE LES RIBECOURT - RENOVATION ENERGETIQUE DE LA SALLE DE SPORT |
| CANDOR - REHABILITATION ET EXTENSION DU CIMETIERE |
| CARLEPONT - VIDEOPROTECTION |
| CATENOY - MODERNISATION VIDEOPROTECTION |
| CC LISIERES DE L'OISE - REHABILITATION DES RESERVOIRS DE NAMPCEL |
| CC LISIERES DE L'OISE - BITRY ASSAINISSEMENT COLLECTIF |
| CC LISIERES DE L'OISE - DSP RELATIVE A L'EXPLOITATION D'UNE MICROCRECHE DE 12 PLACES ET DU RELAI PETITE ENFANCE |
| CC LISIERES DE L'OISE - ELABORATION DU PLUI-H/SCOT-AEC CC |
| CC LISIERES DE L'OISE - ETUDE PREALABLE EN VUE DU DEVELOPPEMENT D'UN SITE INDUSTRIEL |
| CC LISIERES DE L'OISE - ETUDES PREALABLES A LA DYNAMISATION D'UN AXE COMMERCIAL |
| CC LISIERES DE L'OISE - ETUDES PREALABLES A L'EXTENSION D'UN SITE INDUSTRIEL |
| CC LISIERES DE L'OISE - FOURNITURES DE CARBURANTS |
| CC LISIERES DE L'OISE - MISE EN PLACE COMPTEURS SECTORISATION |
| CC LISIERES DE L'OISE - MISSIONS D'ETUDES GEOTECHNIQUES SUR LE TERRITOIRE COMMUNAUTAIRE |
| CC LISIERES DE L'OISE - REHABILITATION DE LA PISCINE D'ATHICHY |
| CC LISIERES DE L'OISE - TRAVAUX DE REHABILITATION DES CANALISATIONS D'ASSAINISSEMENT SANS TRANCHEES |
| CC PAYS DE BRAY - DSP EAU POTABLE |

Accusé de réception en préfecture
060-216004945-20251119-2025-70-RAPPORT-DE
Date de réception en préfecture : 02/12/2025

| |
|--|
| CC PAYS DE BRAY - PGSSE |
| CC PAYS DE BRAY - REHABILITATION ET EXTENSION DES RESEAUX D'ASSAINISSEMENT |
| CC PLAINE D'ESTREES - CREATION DE RESEAUX D'ASSAINISSEMENT A CHOISY LA VICTOIRE ET AVRIGNY + CONSTRUCTION D'UNE STATION D'EPURATION A CHOISY LA VICTOIRE |
| CC PLAINE ESTREES - CONSTRUCTION D'UNE CRECHE DE 20 BERCEAUX |
| CC PLATEAU PICARD - DSP ASSAINISSEMENT |
| CC PLATEAU PICARD - RECONSTRUCTION STEP MAIGNELEY MONTIGNY |
| CC VEXIN THELLE - RENFORCEMENT DU RESEAU D'EAU POTABLE, RUE MARINET A JOUY SOUS THELLE |
| CC VEXIN THELLE - INTERCONNEXION ENTRE SERANS ET MONTAGNY EN VEXIN |
| CC VEXIN THELLE - RECONSTRUCTION DE LA STATION D'EPURATION DE CHAUMONT EN VEXIN |
| CC VEXIN THELLE - RENOUELEMENT DE RESEAUX D'EAU POTABLE A CHAUMONT EN VEXIN |
| CCPE - EXPERTISE AMIABLE SINISTRE STEP |
| CCPE - CONSTRUCTION D'UNE CRECHE |
| CCPE - RECONSTRUCTION DE LA STATION D'EPURATION DE LA ZAC PARIS-OISE A LONGUEIL-SAINTE-MARIE |
| CCPOH - CONSTRUCTION D'UNE CUISINE CENTRALE |
| CCPOH - CONSTRUCTION D'UNE CUISINE CENTRALE |
| CCPOH - CONSTRUCTION D'UNE CUISINE CENTRALE |
| CCPOH - DIAGNOSTIC TERRITORIAL PORTANT SUR LES EQUIPEMENTS SPORTIFS |
| CCPOH - REHABILITATION D'UN ANCIEN ENTREPOT EN UN BATIMENT DES SERVICES TECHNIQUES |
| CCPV - AUTORISATION PREFECTORALE VIDEOPROTECTION |
| CCSSO - ASSURANCES 2024 - 2028 |
| CCSSO - CONSTRUCTION D'UNE MAM |
| CCSSO - DESSERTE DE L'EXTENSION DE LA ZAE DES PORTES DE SENLIS |
| CCSSO - DSP PISCINE |
| CCSSO - ETUDE DE TRANSFERT DE COMPETENCES EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT |
| CCSSO - FOURNITURE DE CONTENANTS NECESSAIRES A AL. COLLECTE DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES |
| CCSSO - AMO PORTANT SUR L'ELABORATION DE LA STRATEGIE TERRITORIALE EN MATIERE DE GESTION DES DECHETS |
| CCSSO - COLLECTE DES ORDURES MENAGERES |
| CHIELLES - TRAVAUX DE MISE EN CONFORMITE DU PONT |
| CHIEVRIERES - CONSTRUCTION D'UN TENNIS COUVERT |
| CIRE LES MELLO - REHABILITATION DE LA SALLE POLYVALENTE ERNEST I.E. SIREY |

Accusé de réception en préfecture
001216004945-20251119-2025-70-RAPPORT-DE
Date de réception en préfecture : 02/12/2025

| |
|--|
| CIREN LÈS MELLO - RENOVATION DES SANITAIRES DE L'ECOLE |
| CLERMONT - CREATION D'UN NOUVEAU CIMETIERE |
| CLERMONT - EXTENSION D'UN SYSTEME DE VIDEOPROTECTION |
| CLERMONT - MISE A JOUR DE L'AUTORISATION PREFECTORALE |
| CLERMONT - RENOVATION ENERGETIQUE ECOLE BELLE ASSISE |
| CLERMONT- PRESTATION DE FOURNITURES SCOLAIRES ET ADMINISTRATIVES |
| CUY - AMÉNAGEMENTS SÉCURITAIRES SUR LA RD938 |
| DAMERAUCOURT - REFECTION DE VOIRIE |
| DELINCOURT - AMENAGEMENT D'UNE AIRE POUR ENFANTS |
| DELINCOURT - RENFORCEMENT D'UN MUR |
| ELINCOURT SAINTE MARGUERITE - ETUDE DE GESTION PATRIMONIALE, SCHEMA DE GESTION EAU POTABLE ET PGSSE |
| ELINCOURT SAINTE MARGUERITE - ETUDE DIAGNOSTIQUE ASSAINISSEMENT SCHEMA DE GESTION DES EAUX PLUVIALES |
| ELINCOURT SAINTE MARGUERITE - TRAVAUX PLUVIAL ALLÉE CHANTOISEAU ET RUE BILLANOIS |
| ERAGNY SUR EPTE - AMENAGEMENT DE VOIRIE |
| ERAGNY SUR EPTE - CONSTRUCTION SALLE POLYVALENTE |
| ERAGNY SUR EPTE - VIDEOPROTECTION |
| ESQUENNOY - INTERCONNEXION DU RESEAU AEP AVEC BRÉTEUIL |
| ESTREES SAINT DENIS - ASSURANCES 2025 |
| ETOUY - REHABILITATION D'UN BAR EN LOCAUX COMMERCIAUX AVEC LOGEMENTS |
| FAY LES ETANGS - REHABILITATION DE LA MAIRIE |
| FITZ JAMES - DSP PERISCOLAIRE |
| FONTAINE LAVAGANNE - REFECTION DE VOIRIE |
| FONTAINE SAINT LUCIEN - VIDEOPROTECTION |
| FORMERIE - ETUDE DE CIRCULATION |
| FORMERIE - EXTENSION D'UN SYSTEME DE VIDEOPROTECTION |
| FOUJILLOY - ETUDE DE CIRCULATION |
| FOUQUENIES - INSTALLATION D'UN SYSTEME DE VIDEOPROTECTION |
| FRESNOY EN THELLE - DSP PERISCOLAIRE |
| FRESNOY LA RIVIERE - DSP ASSAINISSEMENT |
| FRESNOY LE LUAT - MARQUAGE AU SOL |
| FROISSY - TRANSFORMATION DE L'ANCIEN PRESBYTERE EN MAM |
| GENVRY - DSP EAU POTABLE |
| GENVRY - INSTALLATION D'UN SYSTEME DE VIDEOPROTECTION |

Accusé de réception en préfecture
060-216004945-20251119-2025-70-RAPPORT-DE
Date de réception préfecture : 02/12/2025

| |
|---|
| GHLOCOURT - REHABILITATION DE DIVERS BATIMENTS COMMUNAUX |
| GIRAUMONT - RECONSTRUCTION RESERVOIR SEMI-ENTERRE AEP |
| GOURNAY SUR ARONDE - SECURISATION AEP |
| GOUVIEUX - ENTRETIEN DIVERS DES BATIMENTS COMMUNAUX |
| GOUVIEUX - PRESTATIONS DE SERVICES DE MAINTENANCE DU CHAUFFAGE DES BATIMENTS COMMUNAUX |
| GOUVIEUX - PRESTATIONS DE SERVICES D'ENTRETIEN DES ESPACES VERTS SUR LE TERRITOIRE COMMUNAL |
| GOUY LES GROSEILLERS - PROBLEMATIQUE CVM |
| GOUY LES GROSEILLERS - TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT DU RESEAU D'EAU POTABLE DE LA ZONE URBANISEE |
| GRANDFRESNOY - DSP PERISCOLAIRE ET RESTAURATION SCOLAIRE |
| GRANDFRESNOY - INSTALLATION D'UN SYSTEME DE VIDEOPROTECTION |
| GRANDVILLIERS AUX BOIS - INSTALLATION D'UN SYSTEME DE VIDEOPROTECTION |
| GROUPEMENT DE COMMANDE JUVIGNIES ET MAISONCELLE SAINT PIERRE - ELARGISSEMENT DE VOIRIE |
| HANVOILE - AMENAGEMENT SECURITAIRE |
| HANVOILE - ETUDE DE CIRCULATION |
| HARDIVILLERS - AMENAGEMENT AIRES DE JEUX |
| HAUDIVILLERS - REFECTION DE TROTTOIRS RUE DE LA TOUR |
| HEILLES - AMENAGEMENT DE LA RUE SAINT CLAUDE |
| JUVIGNIES - ELARGISSEMENT DE VOIRIE |
| LA NEUVILLE EN HIEZ - EGLISE |
| LA NEUVILLE EN HIEZ - RESTAURATION VILLA |
| LA NEUVILLE SUR OUDEUIL - CONSTRUCTION RPC |
| LABERJERE - REQUALIFICATION DE L'IMPASSE DE L'ENFER |
| LACHAPELLE AUX POTS - CONSTRUCTION D'UNE CRECHE |
| LACHAPELLE SAINT PIERRE - ETUDE DE CIRCULATION |
| LAIGNEVILLE - PRESTATIONS DE SERVICES D'ENTRETIEN DE LOCAUX COMMUNAUX |
| LAIGNEVILLE - EXTENSION DE LA CRECHE |
| LAIGNEVILLE - RECONSTRUCTION DES VESTIAIRES DU STADE EN MODULAIRES |
| LAMECOURT- ELARGISSEMENT DE VOIRIE |
| LARBROYE - INSTALLATION D'UN SYSTEME DE VIDEOPROTECTION |
| LASSIGNY - DSP |
| LASSIGNY - FOURNITURE DE REPAS EN LIAISON FROIDE |
| LASSIGNY - REAMENAGEMENT ET TRANSFORMATION DES GARAGES DE LASSIGNY EN COMMERCES ET LOGEMENTS |

Accusé de réception en préfecture
060-216004945-20251119-2025-70-RAPPORT-DE
Date de réception-préfecture : 02/12/2025

| | |
|---|---|
| LASSIGNY - REHABILITATION ENERGETIQUE DE L'ECOLE MATERNELLE | |
| LAVERSINES - REHABILITATION DE LA MAIRIE | |
| LE MESNIL EN THIELLE - AMENAGEMENT DE LA RUE DU 19 MARS 1962, RUE ROBERT DENOZ, RUE LOUIS ARGON, ALLÉE ARTHUR RIMBAUD, RUE CHARLES BAUDELAIRE, RUE DES ANES, ALLÉE ANDRÉ BRETON | |
| LE MESNIL SAINT FIRMIN - AIRE DE JEUX | |
| MAGNY EN VEXIN - REALISATION DES ETUDES PREALABLES A LA REHABILITATION ENERGETIQUE DU GROUPE SCOLAIRE L'AUBETTE | |
| MAISONCELLE SAINT PIERRE - ELARGISSEMENT DE VOIRIE | |
| MAREUIL LA MOTTE - RENOVATION ENERGETIQUE DES BATIMENTS COMMUNAUX | |
| MARGNY AUX CERISES - AMENAGEMENT SECURITAIRE | |
| MARGNY LES COMPIEGNE - CONSTRUCTION D'UN CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL | |
| MAUCOURT - MISE A JOUR DU DOSSIER D'AUTORISATION PREFECTORALE | |
| MAYSEL - AMENAGEMENT CHEMIN DES CARRIERES | |
| MELICOQ - GESTION DE L'HUMIDITE ET RENOVATION ELECTRIQUE | |
| MELLO - ETUDE DE CIRCULATION | |
| MILLY SUR THERAIN - INSTALLATION D'UN SYSTEME DE VIDEOPROTECTION | |
| MILLY SUR THERAIN - REFECTION DU PONT DES FORGES | |
| MOGNEVILLE - TRAVAUX D'AMENAGEMENTS DES RUES PASTEUR, CLOS GUILLAUME ET IMPASSE DE LA VARENNE | |
| MONCEAUX - AMENAGEMENT DE LA PLAINE DE JEUX ET DES ABORDS DU CIMETIERE | |
| MONNEVILLE - EXTENSION VIDEOPROTECTION | |
| MONT L'EVEQUE - RENOVATION ECOLE | |
| MONTAGNY EN VEXIN - GESTION DES EAUX PLUVIALES RUES DE LA COUTURE ET DES CARRIERES | |
| MONTAGNY EN VEXIN - VIDEOPROTECTION | |
| MONTCHIEVREUIL - REHABILITATION DE LA SALLE CULTURELLE ET ASSOCIATIVE | |
| MONTCHIEVREUIL - GROUPE SCOLAIRE | |
| MONTJAVOULT - SCHEMA DE GESTION DES EAUX PLUVIALES | |
| MONTREUIL SUR BRECHE - CONSTRUCTION D'UNE SALLE DES FÊTES, RESTAURATION SCOLAIRE ET ACCUEIL PERISCOLAIRE | |
| MONTREUIL SUR THERAIN - REALISATION D'AMENAGEMENT SECURITAIRE | |
| MORIENVAL - ETUDE DIAGNOSTIQUE ASSAINISSEMENT SCHEMA DE GESTION DES EAUX PLUVIALES | |
| MORLINCOURT - DSP ASSAINISSEMENT | |
| MORTEFONTAINE - DEFENSE INCENDIE | |
| MORTEFONTAINE - DESIMPERMEABILISATION COUR ECOLE | |
| NANTEUIL LE HAUDOUIN - ASSURANCES 2024 | Accusé de réception en préfecture 060-216004945-20251119-2025-70-RAPPORT-DE Date de réception préfecture : 02/12/2025 |

| |
|--|
| NANTEUIL LE HAUDOUIN - VIDEOPROTECTION |
| NANTEUIL LE HAUDOUIN - ASSAINISSEMENT RUE DE CREPY |
| NANTEUIL LE HAUDOUIN - ASSURANCES 2025 |
| NEUILLY EN THELLE - ACCORD-CADRE DE TRAVAUX D'ENTRETIEN D'ESPACES VERTS |
| NEUILLY EN THELLE - MARCHÉ ESPACES VERTS |
| NEUILLY EN THELLE - PRESTATION DE SERVICES DE LIVRAISON DE REPAS EN LIAISON FROIDE |
| NEUILLY EN THELLE - RENOUELEMENT DE L'ECLAIRAGE PUBLIC |
| NEUVILLE BOSCH - REHABILITATION DE LA MAIRIE |
| NOAILLES - LOTISSEMENT LA SENTE |
| NOAILLES - REHABILITATION ANCIEN CORPS DE FERME |
| NOVILLERS LES CAILLOUX - VIDEOPROTECTION |
| NOYERS SAINT MARTIN - RPQS EAU POTABLE 2022 |
| ORMOY LE DAVIEN - TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA STEP EAUX USEES |
| OUDEUIL - AMENAGEMENT DE LA RUE DE LA HERPERIE |
| OUDEUIL - AMENAGEMENT EP ET SECURITAIRE SUR LE HAMEAU DU GRAND OUDEUIL |
| OURSEL MAISON - CREATION DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF |
| PARNES - RENOVATION DE L'EGLISE SAINT JOSSE |
| PIERRETE EN BEAUVAISIS - REHABILITATION ET MISE AUX NORMES DE L'ECOLE |
| PIERREFONDS - REPAS SCOLAIRES |
| PIMPREZ - ELARGISSEMENT DE VOIRIE ET CREATION D'UNE PISTE CYCLABLE RUE CESZLAW BASKI |
| PIMPREZ - ETUDE FAISABILITE LOTISSEMENT |
| PIMPREZ - VIDEOPROTECTION |
| PISSELEU AUX BOIS - AMENAGEMENT D'UN PARKING AU GROUPE SCOLAIRE |
| PONT L'EVEQUE - DEPLACEMENT CONDUITES AEP SUR LA COMMUNE (CANAL SEINE NORD EUROPE) |
| PONT L'EVEQUE - TRAVAUX ASSAINISSEMENT QUAI DES BATELIERS |
| PONTPOINT - VIDEOPROTECTION |
| PORCHIEUX - RENOVATION DE BATIMENTS COMMUNAUX |
| PREVILLERS - VIDEOPROTECTION |
| PUISEUX EN BRAY - AMENAGEMENTS SECURITAIRES RUE PRINCIPALE |
| PUISEUX EN BRAY - CONSTRUCTION D'UN BATIMENT DES SERVICES TECHNIQUES |
| RANTIGNY - REFECTION DE TROTTOIRS |
| RAVENEL - DSP ACCUEIL PERISCOLAIRE, ALSH ET RESTAURATION SCOLAIRE |
| REUILLY - REHABILITATION ET EXTENSION D'UN BATIMENT COMMUNAL |

Accusé de réception en préfecture
060-216004945-20251119-2025-70-RAPPORT-DE
Date de réception préfecture : 02/12/2025

| |
|--|
| REMERANGES - GESTION DES EAUX DE RUISSELEMENT SUR LA GRANDE RUE - RD 9 |
| REMERANGES - RESTAURATION DES COUVERTURES NORD DE L'EGLISE |
| REUIL SUR BRECHE - CREATION D'UN CITY STADE ET AMENAGEMENT D'UNE AIRE DE JEUX POUR ENFANTS |
| ROCHY CONDE - AMENAGEMENT DE LA PLACE SAINT MARTIN |
| ROCQUEMONT - AMENAGEMENT DE LA ROUTE DE TRUMILLY |
| ROSOY EN MULTIEN - DSP ASSAINISSEMENT |
| ROSOY EN MULTIEN - RESTAURATION DU CLOCHER DE L'EGLISE SAINT THOMAS DE CANTORBERY |
| ROUVROY LES MERLES - AMENAGEMENTS SECURITAIRES |
| ROY BOISSY - AMENAGEMENT DE LA RUE DE L'ABREUVOIR |
| ROYE SUR MATZ - PLUVIAL |
| RULLY - UNITE DE DEFERRISATION |
| RULLY - VIDEOPROTECTION |
| SACY LE GRAND - DSP ASSAINISSEMENT |
| SACY LE PETIT - DSP ASSAINISSEMENT |
| SAINT GERMER DE FLY - RESTAURATION SCOLAIRE |
| SAINT JUST EN CHAUSSEE - EQUIPEMENTS SPORTIFS |
| SAINT JUST EN CHAUSSEE - EXTENSION ET MAINTENANCE VIDEOPROTECTION |
| SAINT JUST EN CHAUSSEE - MAINTENANCE ECLAIRAGE PUBLIC |
| SAINT JUST EN CHAUSSEE - CREATION PADEL ET REFECTION PISTE ATHLETISME |
| SAINT LEU D'ESSERENT - REHABILITATION MEDIATHEQUE |
| SAINT MARTIN LE NOEUD - VIDEOPROTECTION |
| SAINT MARTIN LONGUEAU - RPQS ASSAINISSEMENT 2022 |
| SAINT MAXIMIN - CONSTRUCTION D'UN RESTAURANT INTERGENERATIONNEL |
| SAINT MAXIMIN - INSTALLATION DE JEUX D'ENFANTS |
| SAINT OMER EN CHAUSSEE - RESTAURATION DE LA COUVERTURE DE L'EGLISE |
| SAINT REMY EN L'EAU - AMENAGEMENT DE SANITAIRES ET CONTRUCTION PREAU |
| SAINTE GENEVIEVE - ETUDE DE CIRCULATION |
| SENLIS - RPQS EAU POTABLE 2023 |
| SENLIS - MUSEE DE LA VENERIE |
| SENLIS - REHABILITATION 3EME ARCHE POUR CREATION POLE ARCHIVE ET LOCAUX ASSOCIATIFS |
| SENLIS - RPQS ASSAINISSEMENT 2022 |
| SENLIS - RPQS ASSAINISSEMENT 2023 |
| SERMAIZE - MISE EN SECURITE PIETONS CHEMIN DE LA FONTAINE |

| |
|---|
| SERMAIZE - EQUALIFICATION DE LA RUE FONTAINE ET AMENAGEMENT DES TROTTOIRS PMR |
| SERMAIZE - VIDEOPROTECTION |
| SERMAIZE - VIDEOPROTECTION |
| SIAE SAINT ANDRE FARIVILLERS - PRESTATION DE SERVICES POUR L'ENTRETIEN ET LA MAINTENANCE DE LA STATION DE POMPAGE ET DU RESEAU DE DISTRIBUTION D'EAU |
| SIAE VILLERS SOUS SAINT LEU - TRAVAUX AEP DANS DIVERSES COMMUNES |
| SIAEP BLARCHES - INTERCONNEXION DE LA COMMUNE DE SARCUS AVEC LE SIAEP DE BLARCHES |
| SIAEP BLARCHES - INTERCONNEXION ENTRE LE SIAEP DE BLARCHES ET LA COMUNE DE SARCUS |
| SIAEP BLARCHES - RENFORCEMENT DU RESEAU D'EAU POTABLE RUE DE NORMANDIE A ROMESCAMPS |
| SIAEP DE MONTAGNY EN VEXIN MONTJAVOULT - TRAVAUX RUE DE LA FONTAINE |
| SIAEP DE MONTLOGNON - RENFORCEMENT AEP CV 10 AU HAMEAU DE DROIZELLES A VERSIGNY |
| SIAEP PLATEAU DU THELLE - ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE TRAVAUX DIVERS D'ADDUCTION D'EAU POTABLE |
| SIAEP PLATEAU DU THELLE - ACCORD-CADRE POUR LES PRESTATIONS DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS (CSPS) RELATIVES AUX TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT ET RENFORCEMENT DES RESEAUX D'EAU POTABLE |
| SIAEP PLATEAU DU THELLE - ANIMATION VOILET AGRICOLE |
| SIAEP PLATEAU DU THELLE - DUP CHAMP CAPTANT F2-F3 |
| SIAEP ULLY SAINT GEORGES - ACBC - TRAVAUX DIVERS D'ADDUCTION D'EAU POTABLE |
| SIAEP ULLY SAINT GEORGES - RPQS EAU POTABLE 2023 |
| SIAM LAIGNEVILLE - EXTENSION DE LA CRECHE |
| SIARD - DEPLACEMENT POSTE REPOULEMENT SUR MONTMACQ (CANAL SEINE NORD) |
| SIARD - DSP ASSAINISSEMENT |
| SIEAD - EXTENSION ET RENFORCEMENT DE RESEAUX D'EAU POTABLE DANS DIVERSES COMMUNES DU SYNDICAT - 2023 - 2026 |
| SIEAR - REHABILITATION DES RESERVOIRS DE GOINCOURT ET AUNEUIL |
| SIEAR - RENFORCEMENT DU RESEAU D'EAU POTABLE A ROY BOISSY |
| SIMAEP DE MONTLOGNON - ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE TRAVAUX DIVERS D'ADDUCTION D'EAU POTABLE |
| SIMAEP DE MONTLOGNON - RENFORCEMENT DE RESEAUX D'ADDUCTION D'EAU POTABLE DANS FONTAINE-CHAALIS |
| SIRS LES HIRONDELLES - RESTAURATION SCOLAIRE |
| SITTEUR DE PONT SAINTE MAXENCE - DSP ASSAINISSEMENT |
| SIVOM ABBM - CONSTRUCTION D'UNE UNITE DE DEFERRISATION |
| SIVOM ABBM - RENOUVELLEMENT CONDUITE AEP RUE DES CLOSEAUX A ANG |

Accusé de réception en préfecture
060-216004945-20251119-2025-70-RAPPORT-DE
Date de réception préfecture : 02/12/2025

| |
|---|
| SIVOM ABRM - RENOUELEMENT CONDUITE AEP RUE DU GÉNÉRAL DE GAULLE A MOUY |
| SIVOM DE LA DIVETTE - LIAISON ELINCOURT STE MARGUERITE - L'ECOUVILLON/CHEVIN COURT - LA CENSE |
| SIVOM DE LA DIVETTE - REHABILITATION DU RESERVOIR BELVAL |
| SIVOM DE LA DIVETTE - TRAVAUX DIVERS D'ADDUCTION D'EAU POTABLE |
| SIVOM HADANCOURT SERANS MONTJAVOULT - CONSTRUCTION ECOLE ACCUEIL PERISCOLAIRE ET CANTINE |
| SIVOM MELLO ET CIRE LES MELLO - DIAGNOSTIC FORAGE |
| SME ONS EN BRAY - DC N°5/2023 - RENOUELEMENT DES RESEAUX D'EAU POTABLE DN 63 MM RUE DE SAINT LEU A CUIGY EN BRAY |
| SME ONS EN BRAY - RENFORCEMENT AEP - RUE DES LANDRONS - ESPAUROURG |
| SMIAEP AUGER SAINT VINCENT - ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE TRAVAUX DIVERS D'ADDUCTION D'EAU POTABLE |
| SMIAEP AUGER SAINT VINCENT - DIAGNOSTICS DES FORAGES |
| SMIAEP AUGER SAINT VINCENT - ETUDE FAISABILITE TRAITEMENTS CHLORIDAZONE ET CHLOROTALONII |
| SMIAEP AUGER SAINT VINCENT - INTERCONNEXION BEAURAIN FRENOY LE LUAT |
| SMIAEP AUGER SAINT VINCENT - RENOUELEMENT CONDUITE AEP SUR ROUVILLE |
| SMIAEP AUGER SAINT VINCENT - RENOUELEMENT CONDUITE AEP SUR TRUMILLY |
| SMIAEP AUGER SAINT VINCENT - SUPPRESSION FRESNOY LE LUAT - ROSIERES |
| SMIAEP AUGER SAINT VINCENT - SUPPRESSION GLAIGNES RUE DU BOIS BERLETTE |
| SMIAEP DE LE CROCQ - AEP DANS DIVERSES COMMUNES |
| SMIAEP MONTLOGNON - DIAGNOSTICS DES FORAGES |
| SMIAEP MONTLOGNON - SECURISATION DES FORAGES |
| SYRPI AUTHEUIL EN VALOIS - DSP PERISCOLAIRE ET RESTAURATION SCOLAIRE |
| THERDONNE - CONSTRUCTION D'UNE ECOLE MATERNELLE ET D'UN ACCUEIL PERISCOLAIRE ET REHABILITATION DU GROUPE SCOLAIRE EXISTANT |
| THERDONNE - VIDEOPROTECTION |
| THIRIVILLERS - RESTAURATION DE L'EGLISE |
| THIVERNY - PRESTATIONS DE SERVICES POUR LA FOURNITURE ET L'EXPLOITATION DES SYSTEMES DE CHAUFFAGE |
| TILLE - CONSTRUCTION DE COMMERCE |
| TRACY LE MONT - REHABILITATION D'UN ANCIEN BATIMENT COMMUNAL EN UNE MAISON MEDICALE |
| TRACY LE MONT - REHABILITATION D'UN BATIMENT COMMUNAL |
| TRACY LE VAL - TRAVAUX DE TROTTOIRS DANS DIVERSES RUES |
| TRICOT - CONSTRUCTION ET REHABILITATION DU GROUPE SCOLAIRE, PERISCOLAIRE ET MAM |

| |
|--|
| TRIE CHÂTEAU - REHABILITATION DE LA SALLE DES LOISIRS ET REAGENCEMENT DE SES ABORDS |
| TROISSEREUX - VIDEOPROTECTION |
| TROSLY BREUIL - INSTALLATION D'UN SYSTEME DE VIDEOPROTECTION |
| TROSLY BREUIL - MARCHE PERISCOLAIRE ET ACCUEIL DE LOISIRS |
| ULLY SAINT GEORGES - VIDEOPROTECTION |
| VARIN-ROY - REFECTION DE TROTTOIRS |
| VAUDANCOURT - DIAG EGLISE SAINT GERVAIS ET SAINT PROTAIS |
| VAUMOISE - CONSTRUCTION D'UN LOCAL DE STOCKAGE |
| VAUMOISE - CONSTRUCTION D'UNE CANTINE 2024 |
| VAUMOISE - RPQS ASSAINISSEMENT 2022 |
| VAUMOISE - VIDEOPROTECTION |
| VENDEUIL CAPLY - DIAGNOSTIC EGLISE SAINT MARTIN |
| VENETTE - REHABILITATION DE LA MAIRIE |
| VER SUR LAUNETTE - RESTAURATION SCOLAIRE |
| VERNEUIL EN HALATTE - RESTAURATION DE L'EGLISE SAINT HONORE |
| VERNEUIL EN HALATTE - AMENAGEMENT DE LA RUE DE L'EQUALITE ET DE PARKINGS (Parc intergénérationnel et centre bourg) |
| VERNEUIL EN HALATTE - PRESTATION DE SERVICES D'ENTRETIEN DE L'ECLAIRAGE PUBLIC COMMUNAL |
| VIGNEMONT - CONSTRUCTION DE LA MAIRIE |
| VIGNEMONT - CONSTRUCTION D'UNE ECOLE RUE DE LA MAIRIE |
| VILLENEUVE SOUS THURY - REHABILITATION DE LA RD 77 |
| VILLENEUVE SUR VERBERIE - CONSTRUCTION D'UNE ECOLE |
| VILLENEUVE SUR VERBERIE - EGLISES |
| VILLERS SAINT PAUL - RENOVATION ENERGETIQUE SALLE DE SPORT |
| VILLERS SAINT PAUL - EXTENSION VIDEOPROTECTION |
| VILLERS SAINT PAUL - RENOVATION ENERGETIQUE DU GROUPE SCOLAIRE - JEAN MOULIN |
| VILLERS SOUS SAINT LEU - INSTALLATION CABINET MEDICAL DANS LE CHATEAU |
| VILLERS SUR COUDUN - REHABILITATION ECOLE |
| VILLERS VICOMTE - RENFORCEMENT DU RESEAU D'EAU POTABLE RUE DU PONCELET |
| VILLERS VICOMTE - RENOUVELLEMENT CONDUITE AEP |
| WAMBEZ - VIDEOPROTECTION |

II.2 - Situation financière de l'Epl

BILAN ACTIF

Bilan

| | Brut | Amortissements Dépréciations | Net au 31/12/24 | Net au 31/12/23 |
|--|-----------------------|---------------------------------|-----------------------|-----------------------|
| ACTIF | | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Concessions, brevets et droits assimilés | 92 770,45 | 89 347,54 | 3 422,91 | |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Constructions | 11 749,39 | 1 214,63 | 10 534,76 | |
| Autres immobilisations corporelles | 458 762,42 | 337 630,36 | 121 132,06 | 80 023,70 |
| Immobilisations financières | | | | |
| Autres immobilisations financières | 24 720,00 | | 24 720,00 | 24 720,00 |
| TOTAL ACTIF IMMOBILISE | 588 002,26 | 428 192,53 | 159 809,73 | 104 743,70 |
| Stocks | | | | |
| En cours de production de biens | 5 368 838,72 | | 5 368 838,72 | 4 398 668,81 |
| En cours de production de services | 581 409,29 | 30 106,74 | 551 302,55 | 640 780,07 |
| Créances | | | | |
| Clients et comptes rattachés | 1 037 089,11 | 74 925,99 | 962 163,12 | 822 615,03 |
| Fournisseurs débiteurs | 1 131,71 | | 1 131,71 | 1 160,32 |
| Personnel | 7 491,39 | | 7 491,39 | 1 443,93 |
| Etat, Impôts sur les bénéfices | | | | 172,00 |
| Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires | 262 290,66 | | 262 290,66 | 166 027,12 |
| Autres créances | 324 483 180,70 | | 324 483 180,70 | 296 999 410,45 |
| Divers | | | | |
| Valeurs mobilières de placement | 218 240,00 | | 218 240,00 | 218 240,00 |
| Disponibilités | 24 305 035,78 | | 24 305 035,78 | 20 653 047,48 |
| Charges constatées d'avance | 90 457,80 | | 90 457,80 | 100 452,63 |
| TOTAL ACTIF CIRCULANT | 356 355 165,16 | 105 032,73 | 356 250 132,43 | 324 002 017,84 |
| COMPTES DE REGULARISATION | | | | |
| TOTAL ACTIF | 356 943 167,42 | 533 225,26 | 356 409 942,16 | 324 106 761,54 |

BILAN PASSIF

Bilan

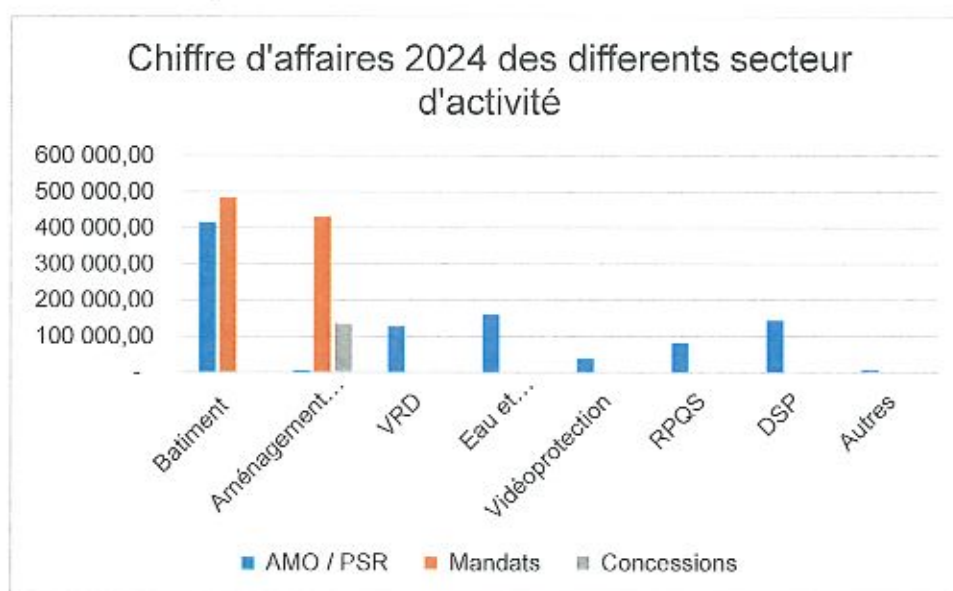
| | Net au 31/12/24 | Net au 31/12/23 |
|---|-----------------------|-----------------------|
| PASSIF | | |
| Capital social ou individuel | 3 306 750,00 | 3 306 750,00 |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport, ... | 84 867,53 | 84 867,53 |
| Réserve légale | 86 720,03 | 86 720,03 |
| Autres réserves | 30 413,58 | 4 335,12 |
| Report à nouveau | | -25 041,13 |
| Résultat de l'exercice | 77 516,94 | 51 119,59 |
| TOTAL CAPITAUX PROPRES | 3 586 268,08 | 3 508 751,14 |
| TOTAL AUTRES FONDS PROPRES | | |
| Provisions pour risques | 51 616,84 | 71 840,32 |
| Provisions pour charges | 1 113 237,47 | 943 787,51 |
| TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | 1 164 854,31 | 1 015 627,83 |
| Emprunts | 4 700 000,00 | 5 012 500,00 |
| Découverts et concours bancaires | 55 765,67 | 41 917,93 |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits | 4 755 765,67 | 5 054 417,93 |
| Emprunts et dettes financières diverses | 9 906 977,16 | 4 118 957,16 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 3 689 428,74 | 6 149 600,92 |
| Personnel | 183 684,46 | 155 237,54 |
| Organismes sociaux | 175 700,00 | 197 637,15 |
| Etat, Impôts sur les bénéfices | 28 603,00 | |
| Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires | 214 205,98 | 623 811,95 |
| Autres dettes fiscales et sociales | 12 769,02 | 8 005,10 |
| Dettes fiscales et sociales | 614 962,46 | 984 691,74 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | 28 906,67 |
| Autres dettes | 332 691 685,74 | 303 245 808,15 |
| TOTAL DETTES | 351 658 819,77 | 319 582 382,57 |

Le résultat net de l'exercice 2024 s'élève à 77 517€

| | |
|---------------------------------------|--------------|
| CHIFFRE D'AFFAIRES | 3 681 597 € |
| PRODUITS EXPLOITATION | 5 828 594 € |
| CHARGES EXPLOITATION | 5 787 670 € |
| BENEFICE / PERTE | 77 517 € |
| CAPITAUX PROPRES | 3 586 268 € |
| SITUATION DE TRESORERIE AU 31/12/2024 | 24 467 510 € |

II.3 - Présentation du chiffre d'affaires des secteurs d'activité

| Chiffre d'affaires 2024 des différents secteurs d'activité | | | | |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|---------------------|
| Secteur | AMO / PSR | Mandats | Concessions | Total |
| Bâtiment | 415 964,25 | 482 931,93 | | 898 896,18 |
| Aménagement Général | 5 500,00 | 431 763,74 | 135 109,40 | 572 373,14 |
| VRD | 127 300,00 | | | 127 300,00 |
| Eau et Assainissement | 160 350,00 | 1 500,00 | | 161 850,00 |
| Vidéoprotection | 40 500,00 | | | 40 500,00 |
| RPQS | 82 200,00 | | | 82 200,00 |
| DSP | 144 250,00 | | | 144 250,00 |
| Autres | 6 337,50 | | | 6 337,50 |
| Total | 982 401,75 | 916 195,67 | 135 109,40 | 2 033 706,82 |



II.4 - Perspectives 2025

Accusé de réception en préfecture
060-216004945-20251119-2025-70-RAPPORT-DE
Date de réception préfecture : 02/12/2025

Début 2025, la chambre régionale des comptes a produit son rapport définitif sur le contrôle portant sur les exercices 2018 à 2023. Ce rapport, globalement positif, a fait ressortir la nécessité de clarifier les statuts et spécifiquement l'objet social et de procéder à l'élaboration d'un plan d'affaires.

Pour mener cette réflexion stratégique, des groupes de travail composés d'élus volontaires, de salariés et de prestataires financiers auront pour objectif de mettre en cohérence les attentes des actionnaires et les moyens et contraintes de la société, dans le cadre d'un objet social clarifié.

Ces réflexions aboutiront en fin d'année à la présentation d'un projet de statuts et d'un plan d'affaires.

Au niveau opérationnel, l'année 2025 sera nécessairement impactée par les politiques publiques en matière de financement et par les élections 2026 qui vont nécessairement ralentir, voire suspendre les projets des actionnaires. Un contrôle strict des charges sera exercé.

III. RELATIONS EN 2024 ENTRE LA COLLECTIVITE ET L'ADTO-SAO

III.1 - Contrats signés entre la collectivité et l'Epl

ATTENTION : il appartient à la collectivité de compléter ce tableau

| OBJET |
|---------------------------------------|
| MONTANT |
| DATE |
| LE CAS ECHEANT, SECTEUR D'ACTIVITE |

IV. EVOLUTIONS STATUTAIRES ET DE L'ACTIONNARIAT INTERVENUES DANS L'ANNEE

a - Présentation des modifications statutaires intervenues dans l'année

| | |
|--|--------------|
| DATE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE | JUIN 2024 |
| OBJET DE LA MODIFICATION | SIEGE SOCIAL |

b - Historique des 5 dernières années

- **Assemblée Générale Extraordinaire du 30 juin 2021 :**

L'Assemblée Générale Extraordinaire approuve la modification de l'article 5 des Statuts de l'ADTO-SAO.

« Article 5 – Durée

La durée de la société est fixée à 79 ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, soit jusqu'au 30 juin 2038, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Durant cette durée, l'ADTO-SAO peut recruter et bénéficier de personnels mis à disposition ou en détachement et de personne en cumul d'emplois. Le nombre de personnes en détachement ne peut excéder 6 personnes qui doivent être affectées aux fonctions de direction, administratives et financières ou techniques. »

- **Assemblée Générale Extraordinaire du 16 décembre 2020 :**

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, décide, tant en préalable qu'en raison de la fusion réalisée, de modifier ses statuts, tout spécialement sur les points suivants :

ARTICLE 1^{er} : FORME

Transformation de la société de SPLA en SPL.

ARTICLE 2 : OBJET

Reformulation de l'objet.

ARTICLE 3 : DENOMINATION SOCIALE

Adoption du nom de ADTO-SAO.

ARTICLE 4 : CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 3.306.750,00 € euros, divisé en 22.045 actions de 150 euros chacune, détenues exclusivement par des collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales.

En conséquence, l'assemblée générale extraordinaire adopte les statuts ainsi présentés et annexés au traité de fusion.

V. BILAN DE GOUVERNANCE

V.1 - Réunions du conseil d'administration

Accusé de réception en préfecture
060-216004945-20251119-2025-70-RAPPORT-DE
Date de réception préfecture : 02/12/2025

| NOMBRE DE REUNIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION | DATE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION | PRESENCE DU REPRESENTANT DE LA COLLECTIVITE OU DU GROUPEMENT O/N |
|---|--|--|
| 1 | 04/06/2024 | |
| 2 | 14/10/2024 | |
| 3 | 16/12/2024 | |
| TOTAL | 3 | |

V.2 - Réunions de l'assemblée spéciale

| NOMBRE DE REUNIONS DE L'ASSEMBLEE SPECIALE | DATE DE L'ASSEMBLEE SPECIALE | PRESENCE DU REPRESENTANT DE LA COLLECTIVITE OU DU GROUPEMENT O/N |
|---|---------------------------------------|--|
| 1 | 04/06/2024 | |
| 2 | 11/12/2024 | |
| TOTAL | 2 | |

V.3 - Réunions de l'assemblée générale

| NOMBRE DE REUNIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE | DATE DE L'ASSEMBLEE GENERALE | PRESENCE DES REPRESENTANTS DE LA COLLECTIVITE OU DU GROUPEMENT |
|---|---------------------------------------|---|
| 1 | 26/06/2024 | |
| TOTAL | | |

V.4 - Informations sur la rémunération des représentants de la collectivité ou du groupement actionnaire, mandataires sociaux

L'article D.1524-7 CGCT précise : « le rapport mentionné au quatorzième alinéa de l'article L. 1524-5 du présent code comprend les informations suivantes : [...] »

Accusé de réception en préfecture
060-216004945-20251119-2025-70-RAPPORT-DE
Date de réception préfecture : 02/12/2025

Les éléments de rémunération, fixes, variables et exceptionnels, ainsi que les avantages en nature accordés aux représentants de la collectivité territoriale ou du groupement ainsi qu'aux mandataires sociaux » [...].

Par mandataires sociaux, on entend : administrateurs, membres du conseil de surveillance, Président du conseil d'administration ou de surveillance et PDG, membres du directoire, Président du directoire, Directeur général, Directeurs généraux délégués.

Les rémunérations perçues par les personnes concernées ci-dessus au titre d'un contrat de travail ne sont donc pas visées.

Seul le Directeur Général perçoit des indemnités de mandataire social.

Eléments de rémunération du Directeur Général : délibération du 21 janvier 2021 (extrait) :

DESIGNATION :

Monsieur le Président propose que les mandats de Président et de Directeur Général de la Société soient dissociés. En conséquence, il propose que Madame **Florence SYOEN** soit nommée en qualité de Directeur Général à compter de ce jour, pour une durée de 6 ans.

REMUNERATION :

Le conseil d'administration fixe à € 25 000 nets annuels l'indemnisation de mandataire social.

V.5 - Principaux risques et contrôles dont fait l'objet la société

Les principaux risques identifiés en 2022 semblent maîtrisés :

« 1/ Transfert de compétences pour les domaines de l'eau et assainissement :

L'année 2024 n'a pas connu de baisse de l'activité sur le secteur de l'eau et de l'assainissement, signe que l'ADTO-SAO a su s'adapter au nouveau contexte.

« 2/ La volatilité des coûts de construction qui compromettent les projets des collectivités

Les coûts de construction sont plus stables, bien qu'impactés par la hausse des matériaux

« 3/ Les lois en matière environnementale et en aménagement qui contraignent la faisabilité des opérations d'aménagement (loi climat-résilience, ZAN....)

La loi Climat-résilience a prévu de faire entrer la politique de l'urbanisme dans une nouvelle ère : celle de la « zéro artificialisation nette ». Elle a en effet consacré deux nouveaux objectifs quantitatifs : d'une part, la réduction de moitié, en dix ans (2021-2031) du rythme d'artificialisation en France ; de l'autre, l'atteinte, d'ici 2050 d'un rythme de « zéro artificialisation nette ».

En qualité d'aménageur, il nous appartient de penser autrement les projets des années futures, en y intégrant un mode de consommation de foncier économique et différent :

- Recyclage des friches
- Transformation de foncier déjà artificialisé.
- Flexibilité des usages
- Surélévation ou augmentation du nombre d'étages d'un bâtiment déjà construit

Risques d'ordre financier :

1/ des résultats nets proches de l'équilibre qui obstruent le pilotage stratégique pluri-annuel .

« Bien que la société ne présente à ce jour aucune difficulté financière et dispose d'une trésorerie tout à fait satisfaisante, on constate depuis plusieurs exercices une fragilité du maintien à l'équilibre.

Le résultat net de l'exercice 2024, en progression par rapport à l'exercice précédent est en partie le résultat de l'augmentation tarifaire décidée pour les nouveaux contrats signés à partir de janvier 2023. La situation financière est saine et stable.

2/ les frais financiers des emprunts sur opérations :

Les taux affichent désormais une tendance à la baisse.

Risques internes :

1/ une équipe reconstituée mais toujours exposée à de nouveaux départs

La valeur ajoutée de la société réside dans la qualité et le professionnalisme de son personnel.

Formé dans son domaine de compétences, chaque salarié bénéficie d'un plan de formation interne et externe qui lui permet de se professionnaliser.

Les sollicitations étant nombreuses en raison de la pénurie de compétences dans nos métiers, la société a subi ces dernières années une « fuite des compétences » au profit de bureaux d'études privés ou de nos propres actionnaires.

Bien que compréhensible et acceptable au cas par cas, la multiplication des départs a impacté l'organisation interne des équipes et la réactivité attendue. Des recrutements sont en cours pour consolider les équipes opérationnelles.

V.6 - CONTROLE INTERNE

Les acteurs du contrôle interne :

Le contrôle interne est une démarche transversale à l'entreprise. C'est un moyen et non une fin. Pour être efficace, l'engagement de tous est important.

La Direction, l'ensemble des salariés et services extérieurs dédiés sont directement impliqués.

La Direction Générale :

Le conseil d'administration a limité les pouvoirs du directeur général dans les conditions suivantes :

1/ Doivent faire l'objet d'une autorisation par le Conseil d'Administration, à la majorité des 2/3 des membres présents ou représentés du conseil d'administration :

- Les opérations de concession d'aménagement conclues par la société ;
- Les comptes-rendus annuels établis par la société dans le cadre des opérations de concession d'aménagement ;
- Les conventions liant la société aux actionnaires détenant plus de 30% du capital ;
- Les conditions générales de tarification des prestations exécutées par la société ;
- Les emprunts mobilisés pour le compte de l'entreprise.

2/ Sont confiées au Président du conseil d'administration les attributions suivantes :

Social :

- La décision de recrutement ou de licenciement des cadres dirigeants (direction, chef de secteur) ;
- Les ruptures conventionnelles d'un cadre dirigeant (direction ou chef de secteur) ;
- La modification des documents régissant l'organisation interne du travail (règlement intérieur ; modalités d'organisation du temps de travail...) ;
- Les décisions collectives concernant les modalités de rémunération du personnel.

Financier :

- Les placements bancaires de fonds propres de la société supérieurs à 150 000 € par placement ;
- Les emprunts mobilisés pour le compte des opérations d'aménagement ;
- Les lettres d'affirmation relatives aux comptes annuels ;
- Les investissements immobiliers ou mobiliers supérieurs à 50 000 € par engagement ;
- Les marchés passés pour les besoins propres de la société en procédure formalisée.

Le personnel :

- Séparation des fonctions de contrôleur et de payeur
- Validation par la direction de tous les documents pouvant impacter la société (situations de travaux, règlements, avenants, décomptes.

Les prestataires extérieurs :

• Informatique

- Externalisation du prestataire
- Double sauvegarde des données avec copie de secours externe
- La vérification hebdomadaire des sauvegardes,
- Suivi des systèmes de protection des données (antivirus....)
- Hébergement externe via « le cloud » des données financières et comptables

• Comptabilité :

- Recours à un cabinet d'expertise comptable externe pour les missions comptables et les paies

• Contrôle de Gestion :

- Analyse bi annuelle de l'ensemble des opérations (déroulement, incidence financière sur l'exercice, résultat à terminaison) permettant un suivi du chiffre d'affaires, des honoraires non réglés, des dérives en terme de temps passé....)
- Mise en place de tableaux de bord inter-services

• Juridique :

- Accompagnement juridique de la SCET et /ou de SVP sur toutes les problématiques internes ou opérationnelles, ainsi que pour les formations « métiers ».
- Mobilisation d'avocats spécialisés chaque fois que nécessaire.

V.7 - Contrôles externes

Le tableau récapitule les contrôles exercés au cours de l'exercice écoulé :

| CONTROLE | O/N |
|---|-----|
| CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES | O |
| SERVICES FISCAUX | N |
| INSPECTION GENERALE DES FINANCES | N |
| MISSION INTERMINISTERIELLE D'INSPECTION DU LOGEMENT SOCIAL | N |
| URSSAF | N |
| AUTRES : ... | N |

Contrôle analogue

Rappel :

Les SPL sont détenues à 100 % par des collectivités locales actionnaires pour lesquelles elles doivent exclusivement intervenir sur leur seul territoire.

La Loi laisse aux collectivités le soin d'organiser les conditions d'exercice d'un contrôle sur la SPL, analogue à celui qu'elles exercent sur leurs propres services.

Le critère qui permet d'apprécier le caractère analogue du contrôle est celui de la mise en place d'un contrôle des actionnaires sur les orientations de l'activité de la société, la vie sociale et l'activité opérationnelle.

Modalités pratiques de la mise en œuvre du contrôle analogue :

Les organes délibérants des collectivités territoriales doivent se prononcer une fois par an sur le rapport écrit qui leur est soumis au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale.

Le contrôle s'exerce au travers du Conseil d'Administration par :

- La détermination des orientations stratégiques de la SPL.
- La prise de décision sur toutes les opérations.
- La définition des moyens généraux et de l'enveloppe globale salariale nécessaire à la mise en œuvre des politiques publiques.
- L'approbation des budgets prévisionnels, comptes et rapports annuels.
- Le suivi des opérations en cours.

Les représentants de l'assemblée spéciale (8 Administrateurs) ont l'obligation d'assister assidument aux réunions du conseil d'administration de la société.

Ils doivent jouer un rôle actif et diligent de conseiller et de surveillant.

A cet effet, ils sont mandatés par l'ensemble des collectivités membres de l'assemblée spéciale afin d'exercer sur la société, en leur nom et pour leur compte, le pluri-contrôle public exigé pour justifier la qualification de « société à contrôle public » ou « organisme "in house" ».

Accusé de réception en préfecture
060-216004945-20251119-2025-70-RAPPORT-DE
Date de réception préfecture : 02/12/2025

L'assemblée spéciale est réunie préalablement à toute réunion du conseil d'administration

Le Président de l'assemblée présente aux membres de l'assemblée spéciale l'intégralité du dossier qui sera soumis à l'approbation du conseil d'administration, ce dernier ne devant pas délibérer sur des sujets non présentés à l'assemblée spéciale.

L'assemblée spéciale donne à ses représentants au sein du conseil d'administration les consignes de vote qu'ils devront appliquer en qualité d'administrateurs. Ces consignes de vote constitueront un **mandat impératif**.

Les représentants sont également mandatés pour exercer en tout temps tous les contrôles nécessaires auprès des instances de la société, soit à leur propre initiative, soit à la demande des actionnaires membres de l'assemblée spéciale. Ils pourront, dans ce cadre, faire partie de toute instance qui serait mise en place par le conseil d'administration à cet effet.

Enfin, et en tout état de cause, ils devront rendre compte aux membres de l'assemblée spéciale, au moins une fois par an, de l'activité de la société dans le cadre d'un rapport spécial. Ce rapport sera transmis à chaque collectivité membre de l'assemblée spéciale pour délibération.